

Sylvie Simon
Claire Séverac

LA COUPE EST PLEINE

nos enfants sont plus précieux que le CAC 40



Élie & Mado
Éditions

Comme souvent au cours de l'Histoire, quand la vie est en danger, ce sont les femmes qui se dressent d'instinct. Sans doute est-ce parce qu'elles donnent la vie, que leur cœur parle.

Telles Judith ou Esther bravant les maîtres du monde, les auteurs de cet ouvrage, connues pour leur courage de dire NON, montent au créneau et accusent nommément les empoisonneurs, les faiseurs de fric à tout prix... car le plus grand crime de l'histoire de l'humanité est en marche...

***Sylvie Simon** est auteur et journaliste. Elle a écrit nombre d'essais très documentés, dans lesquels elle analyse divers scandales concernant la santé et l'écologie — trop vite oubliés par le grand public —, tous générés par la corruption de certains milieux et d'experts qui se prétendent indépendants, mais qui sont à la solde des lobbies.*

***Claire Séverac** a écrit des chansons pour de nombreux artistes américains et adapté Piaf et Brassens en anglais.*

Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Complot Mondial contre la Santé dans lequel elle rassemble les preuves officielles de tous les dommages causés à notre santé par la nourriture, les médicaments, les vaccins, les pesticides... les noms des coupables, leurs méthodes et comment ils ont pu mettre leurs plans à exécution.

LA COUPE EST PLEINE

Nos enfants sont plus précieux que le CAC 40

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

© Éditions Élie et Mado, 2012.

ISBN 978-2-9540126-2-9

SYLVIE SIMON
CLAIRE SÉVERAC

LA COUPE EST PLEINE

Nos enfants sont plus précieux que le CAC 40

Élie & Mado
Éditions

*Pour nos petits-enfants :
Éléa, Costanza, Arthur, Colin, Maximilien, Dimitri*

Introduction

*En ces temps d'imposture universelle,
dire la vérité est un acte révolutionnaire.*

George ORWELL, 1984

En France, comme à l'étranger, à gauche comme à droite, tout le monde en a ras le bol.

Ras le bol d'être dirigés par des incapables, ras le bol des déclarations mensongères des médias qui ont oublié que leur métier ne se résume pas à lire les dépêches de l'AFP dictées par le pouvoir, ras-le-bol des fausses déclarations concernant le nucléaire très sécurisé, des OGM classés « top secret », des pollutions diverses et variées pour lesquelles les coupables ne sont jamais punis, ras le bol d'une société ridicule qui coûte de plus en plus cher aux contribuables dont une grande partie est acculée à la pauvreté, ras le bol d'une médecine qui non seulement ne nous soigne pas mais nous rend de plus en plus malades, ras le bol d'une agriculture qui mène la Terre à sa perdition.

Enfin, une grande partie de la population a ras le bol de la vie que nous menons sans être capables d'analyser le pourquoi et le comment nous en sommes arrivés là.

Indignez-vous, c'est bien, mais il faut agir. Or nous n'avons pas beaucoup de choix, à moins de faire une révolution qui générerait des actes violents, meurtriers, et vite réprimés.

La solution pacifique est celle qui consiste à refuser d'obéir à des ordres que nous estimons injustes. Il faut donc, avant tout, oser dire NON. Mais pour savoir si les ordres sont injustes, il est indispensable tout d'abord d'être informé.

Comme le disait Sénèque : « La sagesse ne demande pas beaucoup d'instruction », et il faut espérer que le bon sens n'a pas totalement déserté la planète, bien que parfois il soit légitime de se poser la question. Et, comme l'avait recommandé Joseph Goebbels, ministre de la Propagande dans l'Allemagne nazie : « Répétez un mensonge mille fois il restera un mensonge, répétez-le dix mille fois, il deviendra une vérité. » C'est exactement ce qui se passe de nos jours, où les mensonges dix mille fois répétés sont devenus des dogmes qui déclenchent des crises d'hystérie dès lors qu'on ose les remettre en cause. Pourtant, ils ne sont pas des vérités car, comme l'enseignait Gandhi : « Une erreur ne devient pas une vérité quel que soit le nombre de fois que vous la répétez. La vérité reste la vérité, même si personne n'en entend jamais parler ».

À notre époque de « surmédiatisation », l'homme n'est plus habitué à penser par lui-même, d'autres se chargeant de le faire pour lui. Combien d'entre nous obéissent aveuglément aux ordres du pouvoir et aux normes d'une morale que la société a faites siennes et qui sont pourtant parfaitement amORAles ?

Nous sommes comme des grains de sable soulevés au gré des courants d'« informations » qui tourbillonnent autour de nous et balaient nos idées personnelles. Heureusement, une partie de la population commence à prendre conscience que tous ceux qui détiennent un pouvoir en profitent impunément,

et que la plupart des hommes politiques sont, de gré ou de force, les otages des compagnies industrielles et surtout de pouvoirs cachés qui n'ont d'autres desseins que celui de diriger le monde.

Tous ces profiteurs semblent oublier leurs descendants qui risquent de payer très cher cette inconséquence et ce manque de conscience.

Abraham Lincoln disait que la démocratie est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Étymologiquement, le terme démocratie vient du grec ancien et signifie la « souveraineté du peuple ». Or nous vivons dans une « république bananière » bien loin de la démocratie qu'on nous cite à tout bout de champ, et il est impératif de dénoncer quotidiennement cette « ripoux-blique » qui n'a rien à voir avec la « *res publica* » des citoyens.

Les hommes politiques, de droite ou de gauche – bonnets blancs et blancs bonnets –, ont besoin de nous pour deux raisons : voter pour les cautionner, pour leur donner une légitimité, et consommer pour les enrichir. Ils nous promettent donc la lune pour qu'on aille mettre notre bulletin dans l'urne, mais les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Une fois élus, les chefs d'État contemporains ne se soucient pas du bien de leurs concitoyens. Ils obéissent à des intérêts supérieurs à ceux de la nation, nous laissant impuissants face à leurs promesses non tenues, leurs mensonges réitérés et leurs dérives parfois meurtrières. Mais à présent, notre survie et celle de la Terre dépendent essentiellement de l'action et de la réflexion individuelles. Chacun d'entre nous doit faire son choix. Ou bien nous persistons à polluer les hommes et la planète pour le seul profit d'une toute petite minorité de gens qui détiennent la plus grande partie de la richesse mondiale, ou bien nous admettons nos erreurs et réagissons rapidement.

La résistance à l'oppression des gouvernants qui ignorent nos droits est inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et son Préambule signale que « L'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des

malheurs publics et de la corruption de nos gouvernements ». Ils semblent souvent l'avoir oublié.

De surcroît, tous les pouvoirs utilisent la peur pour mieux dominer, et ceux qui font profession de « savoir » pratiquent savamment cette stratégie parfaitement efficace qui permet d'obtenir la dépendance des citoyens. Comme le disait Machiavel : « Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes ».

Cet instrument de manipulation, qui permet d'abolir tout sens critique et d'exploiter la crédulité des populations en les maintenant dans l'ignorance des faits essentiels de l'existence, a toujours été utilisé, mais à présent il opère sur une plus grande échelle grâce aux multiples moyens de diffusion. Les religions nous ont appris à croire aux dogmes sans chercher à les comprendre. On ne réfléchit plus, on « croit ». On écoute les diktats des « experts » — la plupart du temps autoproclamés —, sans faire la moindre réserve quant à leur validité, oubliant souvent combien ceux-ci ont pu être démentis et ont même été au centre de certains scandales au cours des dernières années.

En 1961, lors d'une conférence donnée à Santa Barbara, en Californie, au sujet du contrôle du comportement humain, Aldous Huxley anticipait : « Il existera, dans la prochaine génération, une méthode pharmacologique pour que les gens chérissent leur servitude et génèrent, pour ainsi dire sans plaintes, une sorte de camp de concentration pour des sociétés entières, alors que les peuples verront leur liberté confisquée, mais s'en réjouiront plutôt, car ils seront dépouillés de tout désir de révolte par la propagande et le lavage de cerveau prodigué par des méthodes pharmaceutiques. Et cela sera la révolution finale. »

Ne sommes-nous pas, aujourd'hui, dans ce « meilleur des mondes », où les informations ne sont que propagande et lavage de cerveau, où nos « gouvernants » ne supportent guère la contestation, et où le « bon peuple » est ravi de ne plus avoir à

réfléchir puisque d'autres, évidemment « plus savants », le font pour lui.

Pour montrer notre désapprobation, cessons d'appliquer la politique de l'autruche et osons dire NON ! Cette action pourrait amener un changement radical chez ceux qui n'osent pas encore le dire et agissent selon les majorités agissantes. Devenons à notre tour une « majorité agissante » qui fera tomber un système pervers, afin de sauver la Terre et ses habitants tant qu'il en est encore temps.

Comme le disait si bien Lucie Aubrac : « La meilleure arme d'un résistant n'est pas la mitraillette mais l'information. »

Notre nouveau dieu, l'argent virtuel

*Crie à plein gosier, ne te retiens pas,
Élève ta voix comme une trompette,
Et annonce à mon peuple ses iniquités.*

ESAÏE 58 : 1

Le capitalisme n'a, en soi, rien de choquant : qu'on échange la nourriture contre de l'argent, que les cartels essaient de faire un maximum de profit, qu'il y ait des pauvres et des riches, des rêveurs et des ambitieux, c'est normal et ça a toujours existé !

Ce qui l'est moins, c'est que l'avidité de ces nouveaux maîtres du monde est telle qu'elle leur a fait perdre toute éthique ; et le capitalisme a perdu tout son sens. Leur but n'est plus compatible avec le nôtre. La façon dont l'étau se referme sur nous est juste insupportable. Certes, il y a toujours eu des hommes prêts à tout pour de l'argent, mais la grande nouveauté de ces dernières décennies est qu'il s'agit d'une mafia organisée à l'échelle mondiale et qu'il n'y a plus un coin de terre où les humains soient à l'abri.

Entre parenthèses, ce génocide-là n'intéresse pas nos députés, à quelques exceptions près, ni notre presse libre, qui veut bien faire des chicaneries à nos politiciens mais jamais leur poser « les questions qui tuent ! ». Ajouté à cela que « la piétaille des grandes compagnies est tout aussi peu scrupuleuse que les membres de leurs conseils d'administration. On défend son bifteck aussi féroce ment que son caviar et son emploi aussi durement que ses actions¹ ».

Le groupe de *banksters* qui a fomenté le plan qui nous étrangle, appelé « Crise économique », est le même qui nous pollue et nous empoisonne. Ils ont fait main basse sur l'argent comme ils l'ont fait sur l'agriculture, l'élevage, l'énergie, la santé et sur l'économie tout entière. Pour ceux qui ignorent encore le mot *banksters*, il faut savoir qu'il vient de la conjugaison des termes *banker* et « gangster » et qualifie les prédateurs du monde de la finance.

Jamais le monde n'a étalé autant de richesses et de moyens de s'en procurer, mais leur répartition a été détournée. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres sur toute la planète. La crise n'est pas une fatalité, pas plus que les cancers et autres maladies qui explosent ces dernières années. Elle n'est pas davantage un accident que les morts survenues à cause du Médiateur®. La crise n'est pas tombée du ciel pour nous punir d'avoir vécu au-dessus de nos moyens comme le serinent nos ministres !

Tout ce qui nous arrive n'est que l'épilogue d'une politique mondiale instaurée au détriment des humains. Le même plan appliqué dans tous les domaines ! D'abord détruire ce qui marchait plutôt bien : les poules nourries au grain, les veaux sous la mère, les cochons dans les champs, les poissons dans la mer et les semences préparées par nos paysans. Tout cela était de l'argent qui leur passait sous le nez et qui représentait un marché lucratif devant tomber dans leur escarcelle !

C'est ainsi qu'ils ont introduit les animaux en batterie et

1. Pierre Lance, *Savants maudits et chercheurs exclus*, Guy Tredaniel

bourrés d'antibiotiques, hormones, vaccins et tranquillisants, tout comme les semences aux pesticides — brevetables par-dessus le marché —, pour le seul profit des cartels chimiques et pharmaceutiques.

Quant à l'économie, il y a 40 ans, les États n'étaient pas endettés. Quand on regarde les courbes, on remarque qu'en France, avant la mi-1974, on ne parlait pratiquement pas de chômage. De 1946 à 1973, le formidable élan de reconstruction après la Deuxième Guerre mondiale a amené une croissance exceptionnelle (en moyenne 5 % par an) et les acquis sociaux, retraite, Sécurité sociale faisaient croire à des lendemains qui chantent. C'était la période des « Trente Glorieuses ». Ainsi, en 1950, le revenu moyen d'un Français représentait 55 % de celui d'un Américain, en 1973, il en représentait les quatre cinquièmes.

Quand l'État avait besoin d'argent pour construire des autoroutes, des hôpitaux ou tout autre équipement public, il s'adressait à la Banque centrale de France, qui le lui prêtait sans intérêts.

Or, le 3 janvier 1973, le Président Pompidou et son ministre de l'Économie et des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, ont fait adopter la loi n° 73-7, élaborée par ce dernier, qui interdit désormais à l'État français d'emprunter à la Banque de France et l'oblige donc à emprunter auprès des banques privées. Bien évidemment avec intérêts.

Comment se fait-il que des gens censés nous défendre, aient pu priver l'État de son droit régalien de création de la monnaie pour le transférer au système bancaire privé et donc livrer l'État français, c'est-à-dire nous, pieds et poings liés aux banques privées, à la merci de leurs taux spéculatifs ?

Il y a bien une explication, mais c'est sans doute une coïncidence : Georges Pompidou, avant d'être président, avait été pendant presque 10 ans administrateur de nombreuses sociétés du groupe bancaire Rothschild ! À partir de ce moment-là, la dette et le déficit public qui n'existaient pas n'ont fait qu'aug-

menter, le chômage progresser régulièrement pour atteindre 8,7 % en 1985, et la croissance et le niveau de vie des Français périlcliter. Bien sûr, à l'époque, les coupables désignés étaient le premier, puis le deuxième choc pétrolier mais, lentement et sûrement, la pieuvre avançait ses pions en coulisses...

Autre coïncidence : le 1^{er} juillet 1973 vit la création de la Commission Trilatérale (États-Unis, Europe occidentale, Japon) par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, face à la « situation internationale très inquiétante ! ».

Il faut réaliser que ce ne fut pas un accident, un mauvais tour de l'Histoire, une guerre perdue, mais bel et bien une décision politique voulue de nos dirigeants qui a entériné l'asservissement de la France au marché financier.

On aurait pu croire qu'il s'agissait d'une bourde mais Valéry Giscard d'Estaing persiste et signe 40 ans après, alors qu'il en a les conséquences sous les yeux. À ce moment-là, il n'avait fait que poser la première pierre du plan décidé par quelques oligarques en embuscade, pressés de voir le piège se refermer sur nous. Pour cela, il fallait que l'État ait besoin d'argent et donc s'endette. Ça n'a pas traîné ! Afin de compenser les pertes de recettes budgétaires causées par la baisse de la TVA, à la suite du premier choc pétrolier, nous dit l'Histoire, Giscard lança l'un des plus célèbres emprunts d'État. Et pour cause ! « Pour 6 milliards de francs empruntés en 1973, l'État français a finalement remboursé au total (montant initial plus intérêts) 80 milliards de francs en 1988². »

74 milliards d'intérêts ! L'emprunt avait été émis pour quinze ans au taux de 7 % mais avec une indexation sur le prix de l'or, afin de rassurer les souscripteurs comme l'avait été l'emprunt Pinay (1952-1958). Quinze ans plus tard, la « crise économique » étant « déjà ! » passée par là, le rôle traditionnel de valeur refuge de l'or avait provoqué la flambée de son cours.

2. *Le Monde diplomatique*, n° 652 de juillet 2008, page 7.

Pour un coup d'envoi, ce fut un coup de maître ! Cet emprunt, plus que rentable pour ses souscripteurs, s'est révélé ruineux pour l'État, (le cours de l'once d'or étant passé de 97 dollars en 1973 à 437 en 1988, date d'échéance de l'emprunt), générant une aggravation du déficit budgétaire et une pression accrue sur nous, les contribuables. Heureusement que gouverner, c'est prévoir !

Malgré cela, Valéry Giscard d'Estaing nous était présenté, au moment où il fut élu Président en 1974, et c'est encore le cas de nos jours, comme l'un des plus brillants spécialistes de la finance du monde occidental.

Même si des voix s'élèvent : « Présenter la débâcle de l'emprunt Giscard comme un échec, c'est faire une fleur à celui qui nous ruine. On pourrait tout aussi bien présenter cette déroute comme du vol en bande organisée (encore plus visible aujourd'hui, compte tenu des proportions du racket des fonds publics par les fortunes privées prises avec les années). Dire que cet emprunt est une erreur, c'est présumer de la bonne foi des décideurs, sans considérer l'aubaine formidable que cet emprunt a constitué pour les rentiers, précisément les copains de cocktail des décideurs « ayant manqué de clairvoyance ». On pourrait tout aussi bien penser que ces décideurs étaient au contraire particulièrement clairvoyants et que leur vraie mission, occulte, est accomplie³. »

Coïncidence encore le développement titanesque des marchés financiers et ces « erreurs » d'État ?

Parce que cela ne s'est pas arrêté là ! Il y a eu l'emprunt Barre en 1977, l'emprunt Delors en 1981 à 16,2 % pour financer les réformes annoncées par le gouvernement, le Mauroy en 1983 (précédé en octobre 1982 d'un emprunt international de 4 milliards de francs), le Balladur en 1993.

« Entre 1980 et 2004, la dette de la France a été multipliée par cinq en euros constants. Elle s'élevait à 206 milliards

3. Étienne Chouard, août 2008.

d'euros en 1980 et à 1 067 milliards d'euros à la fin 2004. L'augmentation étant donc en moyenne de 6 % par an. Dans le budget 2005, le remboursement des intérêts de la dette représente 40 milliards d'euros, soit plus que le budget de la Défense, et presque autant que celui de l'Éducation nationale. À cette dette doivent être ajoutées les prévisions de dettes correspondant aux engagements de l'État, dont notamment la retraite des fonctionnaires, ce qui élève le montant à plus de 2 000 milliards d'euros⁴. »

Dans la foulée, le chômage qui était de 1,5 million de personnes en 1981 (soit 6 % de la population) a dépassé le chiffre de 3 millions en mars 1993 (soit 9,6 % de la population).

Il est difficile de croire que tous ces experts ne voyaient pas que l'endettement crée la servitude et l'appauvrissement; tout l'argent de nos impôts passant au remboursement des emprunts d'État, il n'y en avait plus dans les caisses pour créer ou soutenir l'activité économique et, moins l'économie marche, moins l'État a de rentrées d'argent et plus il se trouve acculé à faire de nouveaux emprunts. Aux banquiers privés exclusivement! Puisque le 7 février 1992 a été signé le traité de Maastricht dont l'article 104, transposé dans la loi française du 4 août 1993, interdit aux Banques centrales d'autoriser des découverts, d'accorder tout type de crédit au Trésor public et à tout autre organisme ou entreprise publique; transformé en article 123 du traité de Lisbonne de décembre 2007 que nos gouvernants continuent de nous imposer alors qu'il avait été repoussé par les urnes dans de nombreux pays. L'ultime preuve de la vassalité des gouvernements est désormais intégrée dans la Constitution européenne⁵.

4. Extrait du rapport Pébereau sur la dette publique, une étude française de 2005, commandée par le ministre des Finances d'alors, Thierry Breton, rédigée par une commission *ad hoc* dirigée par Michel Pébereau, sur l'évolution de dette publique de la France.

5. L'article 123 du traité consolidé « interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. »

D'après les calculs d'André-Jacques Holbecq et Philippe Derruder publiés dans leur ouvrage *La Dette publique*, une affaire rentable : « Entre 1980 et 2006, la dette de la France a augmenté de 913 milliards d'euros, alors que nous avons payé 1 176 milliards d'euros d'intérêts [...] Si nous n'avions pas eu à emprunter ces 913 milliards d'euros sur les marchés monétaires, c'est-à-dire si nous avions pu créer notre monnaie, faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées, la dette qui était de 229 milliards d'euros début 1980 aurait été totalement remboursée en 2006, grâce aux 263 milliards d'euros économisés et nous disposerions en plus d'un solde de trésorerie positif de $263 - 229 = 34$ milliards d'euros. » En admettant même que nous ayons dû payer les mêmes intérêts à la Banque centrale, ils seraient revenus à la collectivité puisque, normalement, l'État c'est nous !

Il faut ajouter, en 2008, le plan de relance de 26 milliards d'euros destiné à soutenir l'activité économique ; en 2010, le grand emprunt de 35 milliards destinés à financer des projets dans la recherche et l'enseignement supérieur, les filières industrielles, le développement durable et le numérique, dont on ne connaît toujours pas les noms des sociétés physiques auxquelles va profiter la manne, à part Valeo ! Mais, on a bien compris que ce ne sera ni pour vous ni pour nous, après le résumé qu'en a fait le parlementaire Bernard Carayon : « Il ne s'agit ni de sauver les canards boiteux, ni de préserver les filières condamnées⁶ ! »

À croire que chaque Président doit donner « un petit quelque chose » aux banquiers en remerciement de son élection ! « C'est plus de 1 300 milliards d'euros d'intérêts que nous avons payé en 35 ans (et nous continuons à raison de près 120 millions d'euros par jour) aux déjà plus riches, qui d'ailleurs peuvent ainsi nous les re-prêter avec intérêt. Et ces 43 milliards par an sont l'équivalent de 240 Airbus A350, ou de 3 porte-avions *Charles de Gaulle*, ou de 40 000 belles villas

6. http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/le-fonds-souverain-francais-ne-sauvera-ni-les-canards-boiteux-ni-les-filieres-condamnees_175692.html

sur la Côte d'Azur, ou de l'isolation (en comptant 10 000 euros par foyer) de 4 270 000 logements, ou un salaire net de 18 000 euros annuel (salaire médian en France) à 2 380 000 personnes, de trois fois et demi le « trou » de la Sécurité Sociale », continuent A.J. Holbecq et P. Derruder dans *Les Dix plus gros mensonges sur l'économie*. Nous en serions à mille sept cent milliards (1 700 milliards) d'euros d'intérêts (chiffre de 2011), juste chez nous !

Alors qu'en pratiquant sans intérêt un accroissement de sa masse monétaire, l'Europe pourrait se prêter à elle-même à taux nul et la dette publique serait restée nulle. Les laquais du système peuvent agiter leur épouvantail : la « planche-à-billet-source-d'inflation ». Cette « planche à billet » a seulement changé de mains et elle fonctionne à plein régime entre celles des banquiers en toute quiétude.

La conclusion revient à Maurice Allais, seul Français à avoir reçu le Prix Nobel d'économie (1988) : « Je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, c'est la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi⁷. »

Et plus ils en écoulent, plus ils gagnent, forcément ! Or plus de 90 % de l'argent qui circule est de « l'argent dette », pas les quelques billets que nous avons, vous et nous, dans nos portefeuilles, mais cet argent qu'ils nous prêtent depuis que la monnaie est dématérialisée (c'est-à-dire qu'elle n'a plus d'équivalence en métal or ou argent) n'est qu'un simple jeu d'écriture que les banques privées créent quand on leur emprunte et effacent quand on les rembourse. In fine, ce qui les intéresse, ce n'est pas qu'on les rembourse, mais qu'on leur paie des intérêts le plus longtemps possible. Comme les médicaments, les vaccins, les pesticides qui nous rendent malades et font de nous des rentes à vie de Big Pharma ! Nous ne sommes bons qu'à faire marcher leur commerce ! Condamnés à travailler pour payer les intérêts d'une dette qui ne peut que grandir.

7. *La Crise mondiale aujourd'hui*, Ed. Clément Juglar / <http://allais.maurice.free.fr>

Alors quand Raffarin ou Bachelot viennent nous dire, les yeux humides, qu'il faut gérer l'État en bon père de famille, et qu'ils sont sûrs que les Français comprendront et accepteront les sacrifices : le plan sur la dépendance des personnes âgées va passer à la trappe, l'augmentation de la TVA, les retraites qui seront renvoyées aux calendes grecques... tout cela parce qu'il faut payer les intérêts des banquiers privés qui vont financer leurs campagnes, on a envie de leur répondre que les Français en ont marre d'être pris pour des crétins, marre de l'injustice, marre d'être les vaches à lait du système pourri dont ils sont les complices.

Quant aux parlementaires, de gauche comme de droite, qui ont voté depuis quarante ans des budgets en déséquilibre et ont donc fabriqué cette dette, ils nous font la leçon : « il faut arrêter de vivre au dessus de nos moyens ! », alors qu'ils continuent de se voter indemnités et retraites pharamineuses.

Le 6 septembre 2011, dans un entretien accordé à France-Soir, François de Closets accusait les hommes politiques de totale irresponsabilité : « Les responsabilités des politiques et des banquiers se sont ajoutées l'une à l'autre. Les uns ont nourri les autres. Depuis trente ans, les politiques ont fait du clientélisme, en laissant la France vivre très au-dessus de ses moyens. Et les banques ont tiré profit de la dette pour spéculer et aggraver les choses. Le laisser-aller de la finance publique et la perversion de la finance privée nous ont amenés là où nous en sommes. Et comme les politiques sortent des mêmes écoles que les banquiers, tout ce petit monde s'est très bien entendu. »

Et François de Closets dénonce les programmes des candidats à la présidentielle de 2012, qui se moquent de nous car rien dans leurs programmes ne permet vraiment d'agir. « Aujourd'hui tous les Français ont peur, tous les Français savent qu'on est face à l'échéance. Ils voient aussi ce qu'on fait à l'étranger. Ils voient ce qui arrive à l'Espagne, à l'Italie et à la Grèce. Quel Français croit encore qu'on va y échapper ? Certains pays, comme l'Allemagne, l'Angleterre ou le

Canada, ont pris en temps et en heure les mesures nécessaires, et ça a payé. En France, on est à des années-lumière de ce qu'exige la situation. Il faut s'attaquer simultanément au système financier et au système étatique. » Il prône avec raison la séparation de la banque commerciale des particuliers et de la banque spéculative de marché. « Savez-vous que la moitié des ordres de Bourse sont envoyés automatiquement par des ordinateurs en continu, au millième de seconde. C'est le casino ! Il n'y a aucune raison pour que la valeur d'une entreprise change plusieurs fois au cours de la journée. Problème : en France, les banquiers sont tellement puissants qu'aucun politique n'ose les contrarier ! »

Et il faudrait qu'on paie l'addition ?

*« Ce n'est pas au politique de prendre le pouvoir sur l'économie,
mais aux peuples de reprendre le pouvoir
sur leur gouvernement... »*
Jacques GÉNÉREUX

Pris entre deux mensonges : celui de nos dirigeants qui ne perdent pas une occasion de venir nous rabâcher que, dans cette « crise sans précédent », la France s'en sort tellement mieux que les autres pays, et l'opposition qui nous assure qu'elle ferait des miracles à leur place, on n'a plus d'illusions ! Cela fait combien d'années que les promesses des uns et des autres ne durent que le temps d'une élection !

Acculés, pris à leur propre jeu, « la Crise » a bon dos ! On n'a, paraît-il, plus d'argent pour continuer à financer toutes ces avancées sociales dont la France se glorifie et pour lesquelles ils nous ponctionnent néanmoins des cotisations de plus en plus élevées.

Pourtant, notre Constitution avait tout prévu⁸ :

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 25

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Quelle belle arnaque ont-ils fait de la démocratie ! « Voter est un droit mais aussi un devoir, sinon vous ne viendrez pas vous plaindre après... », nous martèle-t-on à droite comme à gauche, dans une surenchère de promesses, mais à quoi cela sert-il ? Les frères siamois du pouvoir et de la finance s'entendent si bien sur notre dos et dans notre dos, mais leurs actes parlent plus fort que les mots.

La démocratie n'est plus qu'un leurre destiné à leur donner un vernis de légitimité, surtout pas une prise en compte des besoins des peuples qu'ils sont censés servir. Dès les élections passées, du haut des droits que nous leur avons conférés, ils

8. Déclaration des droits de l'Homme [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/217\(III\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/217(III))

nous balaient comme quantité négligeable puisque, paraît-il, nous ne comprenons rien à la politique, à l'économie, aux tenants et aboutissants, aux raisons d'intérêts supérieurs des États. « Je pense profondément que les questions institutionnelles, les règles de fonctionnement en Europe sont l'affaire des parlementaires plutôt que l'affaire du référendum », répondit Nicolas Sarkozy, interpellé par le député Nigel Farage au Parlement européen⁹. Les lois européennes sont telles que ne pouvons que subir !

Nous vivons donc la plus grande crise de tous les temps ! Ce que l'on ne nous dit pas c'est comment et pourquoi on en est arrivé là.

Ce n'est pas nous qui avons promis, pas nous qui avons mal géré, pas nous qui avons creusé le trou de la Sécu jusqu'à en faire un abîme pour plaire à Big Pharma, ni voté les lois qui ont rendu nos économies exsangues en permettant les délocalisations et l'ouverture des frontières pour que les multinationales ne subissent aucune entrave au marché, alors qu'un enfant de sixième aurait compris aisément qu'en admettant dans le cercle des pays qui ont le dixième de nos charges sociales, la concurrence allait tuer nos entreprises. Ce n'est pas notre faute si de plus en plus de malades n'ont pas accès à un système de santé performant et si notre système de protection s'effiloche de plus en plus, si on n'est plus en sécurité même sur les Champs-Élysées, si la nourriture, l'essence et le chauffage sont hors de prix, si la « retraite » est devenue un mot obsolète de notre vocabulaire quand de plus en plus de gens malgré leurs efforts n'ont pas de travail... Si nos enfants ne savent plus lire en entrant en sixième et la première université française n'est plus qu'au 40^e rang mondial, si nos paysans ne survivent que grâce aux subventions et nos PME font faillite pendant que les soupes populaires sont submergées, si le Smig ne suffit plus même à se loger... Enfin, ce n'est pas nous qui avons fait de la « cavalerie » mondiale entre *banksters*.

9. http://www.dailymotion.com/video/x6c4bv_nigel-farage-interpelle-nicolas-sar_news

Et surtout, ce n'est pas nous qui avons profité de cette gabe-gie. Alors pourquoi serait-ce à nous de payer?

Quand un petit commerçant, qui a arrêté ses études au brevet, se trompe dans sa déclaration de TVA ou ne peut pas payer ses cotisations URSSAF, on ne lui trouve aucune circonstance atténuante, alors que nos politiciens qui sortent de Yale, Harvard, l'ENA ou HEC ne sont jamais coupables, même pas responsables.

« Il ne vous a pas échappé qu'une crise sans précédent est passée par là ! » objectent l'un après l'autre nos ministres sur les plateaux de télévision. Mais si crise il y a, c'est à cause des décisions qu'ils ont prises, pas nous ! Eux qui se disent si lucides, si compétents et si intègres le temps de la campagne.

Et les responsables des scandales ne sont jamais punis, ils reviennent même au devant de la scène après une période de blanchiment.

C'est ainsi que notre belle Constitution est systématiquement méprisée et que nous avons régressé de 200 ans en quelques décennies !

Au fait, c'est quoi la crise ?

*Seule l'erreur a besoin du soutien du
gouvernement, la vérité se suffit à elle-même.*

Thomas JEFFERSON

Il était une fois un petit groupe de banquiers à la cupidité sans limites qui firent un grand rêve : la Mondialisation. Ils pourraient vendre de tout à tous les habitants de la planète... et même... des soutiens-gorge aux archevêques, du sable aux Bédouins, des santiags aux culs-de-jatte, des médicaments aux bien-portants, du lait en poudre dans les endroits où il n'y a pas d'eau potable...

Le bonheur total !

Pour cela, ils allaient devoir faire quelques aménagements, changer les mentalités, mettre au pas les petits roitelets domestiques et s'assurer que tout ce qui avait la moindre valeur marchande sur cette planète deviendrait leur propriété exclusive. Vaste programme mais, à cœurs cupides, rien d'impossible !

Comme on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, ils mirent en place des institutions aux chartes bien dégoulinantes d'humanisme qui parlaient à nos cœurs d'idéalistes : l'ONU, l'OMS, l'OMC, dans le seul but de court-circuiter les gouvernements nationaux que nous nous disputons pour élire.

Dans un même temps, ils devaient instaurer un « prêt à penser » en sponsorisant les universités, contrôler les infos distillées par les médias au moyen des budgets publicitaires qui les font vivre, acheter la complicité des politiques en finançant leurs campagnes, faire main basse sur tout le patrimoine de l'humanité que sont les semences, la pêche, l'élevage, le savoir ancestral des paysans en détruisant au passage tout ce petit monde qui les empêcherait de prélever leur dîme ; en interdisant toutes les substances naturelles qui n'étaient pas brevetables pour les remplacer par de la chimie bien palpable pour les actionnaires de ce nouveau monopole. Et puis, surtout, placer leurs valets où il faut quand il faut, des ministères aux Instances, aux conseils d'administration des multinationales, grâce à la valse des cadres pour faire passer en douce les lois qui allaient asseoir leur hégémonie.

Comme l'explique Noam Chomsky, philosophe radical de réputation internationale et professeur pendant plus de cinquante ans au MIT (Massachusetts Institute of Technology) : « Les médias ne représentent qu'une toute petite partie de la vaste machine de propagande. Il existe un système d'endoctrinement et de contrôle beaucoup plus vaste, dont les médias ne sont qu'un rouage : l'école, l'intelligentsia, toute une panoplie d'institutions qui cherchent à influencer et à contrôler les opinions et les comportements, et dans une large mesure à maintenir les gens dans l'ignorance. »

Il faut reconnaître qu'ils n'ont pas rechigné à l'ouvrage et qu'ils n'ont peur de rien, contrairement à nous, qui avons cru tous ces clichés qu'on nous a fourrées dans le crâne et que les trois quarts de la population répètent encore comme des perroquets.

Combien d'entre nous réagissent quand on entend aux infos, sur un ton enjoué, entre la sortie du nouveau disque de Johnny Hallyday et la baignade des nudistes au Cap d'Agde : « Un enfant sur 440 va développer un cancer avant l'âge de 15 ans dont la moitié avant l'âge de 5 ans [...] mais il n'y a pas lieu de s'inquiéter, les guérisons sont spectaculaires ! » Alors qu'il y a seulement dix ans, la photo – alors très rare – d'un enfant chauve sous chimiothérapie semblait la pire anomalie, la pire injustice de la nature à laquelle nous pouvions être confrontés !

Il faut savoir aussi que premièrement tout l'argent que Bill Gates, Rockefeller et leurs fondations mettent dans les campagnes de vaccination en Afrique est défiscalisé et, deuxièmement, que lorsqu'ils achètent des vaccins pour les petits Africains, ils enrichissent les labos dont ils sont actionnaires. Il faut entendre Nick Rockefeller expliquer à Aaron Russo pourquoi ils ont financé tous les mouvements féministes¹⁰ ! Pas du tout parce qu'ils se préoccupaient des droits des femmes, mais pour deux raisons : le manque à gagner quand seulement la moitié masculine de la population payait des impôts et puis, si les femmes travaillaient, l'éducation des enfants passerait plus tôt sous l'influence du pouvoir qu'ils mettaient en place.

C'est sûr que plus on est lobotomisés jeunes, mieux ça marche, un peu comme la castration des animaux ! Notre identité, nos racines, le bon sens transmis par nos grands-parents sont une force qu'il faut impérativement nous arracher pour faire de nous des gentils petits moutons et nous maintenir dans la servitude nécessaire à l'avènement du Nouvel Ordre mondial !

Sauf que les Voltaire, Rousseau, Thoreau et Zola renaissent sous les traits de lanceurs d'alerte et se communiquent les infos d'un bout du monde à l'autre via Internet !

En les recoupant, on s'aperçoit que « la Crise » n'est que la confiscation des richesses, partout où ils peuvent, par un

10. http://www.dailymotion.com/video/x3qiv7_aaron-russo-sur-le-11-septembre-le_news

tout petit nombre : 1 % des humains possède autant que les 99 autres pour cent !

Il est évident maintenant que nos malheurs ne sont pas un fléau contre lequel nos élus vont lutter de toutes leurs forces pour que nous accédions à une vie meilleure. C'est le résultat d'un plan aussi diabolique que bien préparé auquel ils ont tous souscrit, à droite comme à gauche, qu'ils ont méticuleusement suivi en bons petits soldats, en sachant pertinemment ce qui allait nous arriver et en s'en fichant comme de leurs premières chaussettes. Sauf que, à force de jouer au Monopoly avec de l'argent virtuel sans passer par la case prison, avec la suffisance que confère le « pas vu, pas pris » et l'asservissement de nos élites, les *banksters* ont dépassé toutes les limites !

Dans un article publié dans *BusinessWeek* du 20 mars 2009 sous le titre « Wall Street : crimes économiques contre l'humanité », Shoshana Zuboff, ancien professeur à la Harvard Business School, dénonçait « le manque de responsabilité de ceux qui ont accumulé des millions et nient être en relation avec le préjudice que l'on subit » ; tant il est vrai que « blâmer seulement le système » équivaldrait à « accuser seulement les idées dans les crimes nazis et non pas ceux qui les ont commis ».

Des « experts » autoproclamés dirigent nos gouvernements

*L'opinion publique est la clé.
Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir.
Celui qui manipule les opinions est plus important
que celui qui applique les lois.*

Abraham LINCOLN

Pour évaluer à quel point nous sommes manipulés par des pouvoirs aussi incompetents que pervers, nous devons étudier quelques exemples typiques de la désinformation actuelle, parvenue à un stade jamais égalé dans aucun domaine.

La santé est un sujet des plus soumis à la manipulation générale. Il y a cinq ans, John Le Carré publiait un best seller *La Constance du jardinier* qui dénonçait habilement, sous forme de roman, puis de film, les sombres machinations de multinationales pharmaceutiques et leurs étroites alliances politiques. La plupart des gens ont pensé, à tort, qu'il s'agissait de pure fiction, ce qui est une erreur monumentale. D'ailleurs, l'auteur l'annonçait dès le début de son récit : « Au

fur et à mesure qu'avancait mon voyage dans la jungle pharmaceutique, j'ai réalisé que, en comparaison avec la réalité, mon histoire n'était qu'une banale carte postale. »

Ainsi, le virus H1N1 a été le héros d'un véritable suspense, qui a tenu en haleine le monde entier. Le journal allemand *Der Spiegel* en a reconstitué le scénario qui n'a rien à envier au film.

Tout a commencé avec un petit garçon mexicain de cinq ans, atteint d'une forte fièvre. Il avait perdu l'appétit et tremblait de tout son corps, on ne donnait pas cher de sa vie, mais, après ce récit affolant, on nous a caché que quatre jours plus tard, l'enfant était parfaitement guéri et jouait au ballon dans les rues du village. Il avait seulement été victime d'une légère grippe qui partit aussi soudainement qu'elle était arrivée, mais plusieurs semaines plus tard, un laboratoire canadien analysa les mucosités du petit Edgar Hernandez, qui connut alors une célébrité inattendue. L'enfant n'avait pas eu une grippe « ordinaire » ; il avait été infesté par un nouveau virus pathogène, un « tueur en série », et marqua l'histoire de la médecine sous le nom de « *niño cero* », le garçon Zéro, victime d'une nouvelle peste, le virus porcin. Ce nouveau virus serait sans doute passé inaperçu ou aurait laissé peu de traces sans la médecine moléculaire moderne, sa haute technologie et son arsenal d'analyses et de tests.

Avec l'Ebola, le Sras et la grippe aviaire, les épidémiologistes, les médecins et le lobby pharmaceutique, relayés par les médias, avaient déjà habitué les populations mondiales à des scénarios catastrophes avec de terribles maladies infectieuses qui devaient ravager la planète. C'est ainsi que la grippe, étudiée sans relâche par 130 laboratoires dans 102 pays, est devenue la vedette d'une série en plusieurs épisodes, des « saisons », comme on les appelle actuellement à la télévision. Et cette télévision ne se prive pas de nous submerger de films sur des virus tueurs afin d'entretenir l'angoisse des spectateurs.

En marge de ce scénario, il faut souligner que la grippe est une vedette de choix, car elle ne se démode pas et revient chaque année. Son virus mute sans cesse, et cette mutation oblige à imaginer, pour la saison suivante, un nouvel épisode qui se vend aussi bien que celui de l'année précédente, malgré les nombreuses critiques qui se renouvellent chaque année pour bien montrer qu'aucun vaccin n'est efficace contre ce « tueur en série ».

Et depuis plus d'une dizaine d'années, les paniques virales bien organisées se sont enchaînées, avec des épisodes plus ou moins palpitants, des déclarations terrifiantes qui se sont soldées par le massacre de millions de poulets alors qu'aucun oiseau capturé lors des contrôles n'a jamais été déclaré porteur du virus de la grippe aviaire. La question n'était pas de savoir s'il y aurait une pandémie représentant « un grave danger pour tous les peuples », mais quand elle aurait lieu.

Le décor étant planté, les déclarations des « experts de l'OMS » — les mêmes qui ont déclaré la pandémie porcine —, devinrent de plus en plus catastrophiques : « On pourrait atteindre cinquante millions ou même, dans le pire des scénarios, cent millions de morts. » Les pronostics les plus sombres circulaient à travers le monde, les morts annoncées se chiffraient par millions, on atteignit même plusieurs centaines de millions de morts.

Dix ans plus tard, on dénombrait à peine 248 morts sur toute la planète, mais le climat d'affolement était déjà bien installé.

Dans une interview accordée au journal *Spiegel online International* le 21 juillet 2009, l'épidémiologiste Tom Jefferson, qui a contribué dans le cadre de la Collaboration Cochrane à une évaluation systématique de toutes les études sur la vaccination contre la grippe saisonnière, a bien résumé la situation actuelle : « L'un des aspects extraordinaires de cette grippe — et de toute cette saga — est qu'il existe des gens qui font des prédictions chaque année, de plus en plus inquiétantes. Aucune d'elles ne s'est encore manifestée, mais ces gens s'entêtent à les répéter. Ainsi, qu'en est-il de la grippe

aviaire qui devait nous tuer tous ? Rien. Mais cela ne les a pas découragés dans leurs prédictions. Parfois, nous avons l'impression qu'il existe tout un secteur industriel qui espère que cette pandémie va se produire. »

En effet, aucune voix ne s'est élevée pour critiquer cette mise en place d'une terreur organisée, aucune personnalité n'a osé émettre un avis contraire, ou même ajouter un léger bémol à ces affirmations intempestives. Personne ! Tout comme dans le secteur de l'économie, personne n'a remis en cause ces déclarations aussi ridicules que terrorisantes prononcées par des « autorités » en la matière, et le pire est qu'elles n'ont pas perdu leur crédit.

Aussi, dès l'annonce de la « pandémie » tant attendue, personne, non plus, ne s'est posé la question : « À qui va profiter le crime ? » La pandémie n'était pas aviaire mais porcine, quelle importance ! c'était une « pandémie ». On nous annonça « plusieurs douzaines de morts dans les rues de Mexico », chiffre qui fut rapidement réduit à sept décès et n'importe quel « petit futé » pouvait constater que rien n'était bien clair dans cette histoire qui devint, dès lors, de plus en plus incohérente.

En France, on annonça également plusieurs douzaines de morts par la grippe, alors que tous souffraient déjà de graves maladies, avant qu'on ne signale le décès d'un homme de 24 ans qui « ne souffrait d'aucune autre pathologie ». Il était temps ! Mais les pouvoirs publics ont continué à annoncer des décès dus à cette seule grippe, alors qu'ils admettaient qu'on ne faisait plus d'analyses. « 5 000 ou 20 000 cas par semaine en France ? Tout dépend des critères. » C'est alors que Françoise Weber, directrice de l'Institut de veille sanitaire a déclaré, le 10 septembre 2009, dans *Le Monde* : « Il n'est pas indispensable d'avoir des chiffres précis [...] La dynamique de l'épidémie en dit plus que le nombre de cas. »

On peut juger de la rigueur et de la cohérence qui ont entouré cette crise. Ainsi, le critère de contact avec la grippe se résumait à « la toux et une fièvre à 38 °C », ce qui permettait

d'affirmer : « Entre 8 et 15 millions de personnes auraient déjà été en contact avec le virus H1N1 ». Il est vrai que l'Institut de veille sanitaire (InVS) « a pris en compte les personnes qui ont eu des symptômes grippaux mais n'ont pas consulté, et celles qui n'ont pas eu de symptômes¹¹ ! » Nos « experts » ont une conception des statistiques qui leur est bien personnelle. Sans doute se contentent-ils de leur don de devin.

Dans l'épisode suivant, d'après Roselyne Bachelot : « La France a un des meilleurs taux de vaccination des pays qui ont lancé des campagnes », alors que la France est aussi le seul pays du monde où « l'épidémie ne régresse pas ». Notre brillante ministre en a déduit que : « Les bénéfices de cette vaccination sont immenses. » Il fallait oser.

Autre question qu'auraient dû se poser les spectateurs de ce désastre annoncé : « Pourquoi la directrice de l'OMS qui a décidé de modifier la définition de la pandémie en supprimant deux points majeurs, la morbidité et la mortalité, n'était-elle pas encore vaccinée à la fin de l'année 2009 contre un virus qu'elle annonçait mortel huit mois plus tôt ? » Il est vrai qu'elle ne s'en est pas vantée.

Tous ces « dérapages » devraient avoir changé notre regard sur nos « pouvoirs publics » mais la majorité de la population persiste à croire que « l'opposition », quelle qu'elle soit, changera les choses. C'est une erreur stupide. Il suffit de voir comment les partis politiques s'entendent comme larrons en foire pour défendre leur pré carré commun, tels leurs avantages fiscaux ou les complaisances envers les monopoles.

Quant au Rapport parlementaire français sur la grippe A, concocté par des élus de droite comme de gauche, il s'est contenté de diaboliser les contestataires et d'imputer cet échec à la « rigidité » de la campagne et à la manipulation des citoyens par Internet. Tout au long de ce Rapport, les intervenants, de droite comme de gauche, se sont mutuellement félicités sans la moindre retenue car « l'appareil d'État s'est

11. *Le Figaro*, 24 décembre 2009.

globalement remarquablement mobilisé », mais les autorités ont été « débordées » par les « lobbies anti-vaccinaux qui contestent le principe même du recours à la vaccination et qui ont pris une certaine ampleur depuis la campagne de vaccination contre l'hépatite B ».

Il est nécessaire d'analyser en détail ce rapport pour constater l'indigence des arguments avancés. Tout d'abord, la notion de « lobby » suppose des moyens financiers permettant d'employer les services de cabinets de lobbying, comme le font les firmes industrielles et les coalitions d'entreprises. Nous sommes donc bien loin des quelques opposants aux vaccinations qui osent s'exprimer – la majorité d'entre eux se tait – et qui en général, réclament surtout la liberté, n'ont aucun moyen financier et aucune influence sur les grands médias. En auraient-ils, ces médias ne pourraient les soutenir puisqu'ils appartiennent, tous ou presque, à des industriels dont l'intérêt est contraire à celui des supposés « lobbies anti-vaccinaux ».

Ceux qui réclament la liberté vaccinale et qui sont de plus en plus nombreux dans le monde se fondent en général sur une importante documentation scientifique parfaitement argumentée, ainsi que sur les nombreux témoignages de graves accidents, alors que de présumés « scientifiques » appartenant pour la plupart à Big Pharma, sûrs d'un savoir dogmatique et non d'une véritable connaissance du sujet, les accusent de « régression scientifique et médicale non seulement scandaleuse mais dangereuse ».

D'autant qu'en France, de très nombreux médecins ont condamné cette campagne de vaccination, mais ont préféré garder le silence, avertis de ce qui les attendaient s'ils osaient avouer leur opinion. Aux États-Unis, les opposants à cette vaccination, médecins ou scientifiques, ont été très nombreux, mais jamais cités par nos instances de santé.

En poursuivant la lecture du fameux rapport, nous apprenons qu'Internet est un repaire de menteurs, irresponsables, malades mentaux, tous plus dangereux les uns que les autres. Faut-il aussi compter, parmi ces dangereux personnages, le

D^r Jean-Michel Dubernard, chirurgien réputé et membre du collège de la Haute Autorité de Santé depuis 2008, qui a signalé qu'il « n'existe pas de preuve scientifique sur l'utilité des vaccins » ?

Nous a-t-on dit que le D^r J. Anthony Morris, virologue et ancien chef du contrôle des vaccins qui travaille avec les autorités de santé américaines, la Food and Drug Administration (FDA), est catégorique : « Il n'existe aucune preuve que le vaccin contre la grippe soit utile. Ses fabricants savent bien qu'il ne sert à rien, mais ils continuent néanmoins à le vendre. »

A-t-on parlé, dans un seul média, des travaux sur les ARN doubles brins des D^{rs} Andrew Z. Fire et Craig C. Mello, prix Nobel de médecine en 2006, qui démontrent que ce vaccin risque de bloquer certains gènes du receveur, risque accentué chez les personnes âgées dont les cellules, plus fragiles, ont déjà du mal à bloquer certains gènes déficients. Ainsi, ce vaccin peut perturber le fonctionnement des cellules, notamment des neurones, ce qui peut très bien constituer l'un des paramètres contribuant à la croissance de la maladie d'Alzheimer.

Il est certain qu'il faut toujours chercher à qui profite le crime. Or Sanofi-Aventis-Pasteur est l'un des principaux bénéficiaires des campagnes de vaccination contre la grippe car sa nouvelle usine au Mexique, dont le contrat de construction a été signé, par un curieux hasard, un mois avant la déclaration de la « pandémie », permettra au laboratoire de basculer aisément de la production de vaccin contre la grippe saisonnière (soit 25 millions de doses annuelles), à celle de vaccin contre la grippe pandémique. Ainsi, la mise de fonds de 100 millions d'euros sera vite récupérée, pour le grand profit des investisseurs. Mais signaler une telle vérité émane forcément d'un « esprit dangereux » pour notre consciencieux Rapporteur. De même on s'est bien gardé de nous informer que le brevet pour le vaccin contre le virus H1N1 a été déposé par Baxter le 28 août 2007, alors que

personne au monde ne parlait encore de la grippe porcine¹². Curieux ! Non ?

En outre, en mars 2009, nous avons appris que la compagnie pharmaceutique Baxter International avait fabriqué un vaccin expérimental qui a été accidentellement contaminé par le virus H5N1 de la grippe aviaire. Ce mélange de souches, appelé réassortiment, est l'une des deux manières de créer un virus pandémique. Comment un grand laboratoire qui a adhéré à un ensemble de protocoles destinés à éviter la contamination par croisement viral a-t-il pu perdre le contrôle d'un virus considéré comme l'une des plus grandes menaces de pandémie ?

Si un individu envoie un virus à un quelconque destinataire, comme cela s'est produit avec l'anthrax, il sera arrêté comme terroriste, alors que Baxter s'en est tiré en disant simplement « désolé, c'est une erreur ! », et a conservé sa crédibilité et ses commandes de vaccins. Cette légère erreur n'a jamais été portée à la connaissance du grand public, ni même signalée dans le Rapport sur cette grippe, et le Rapporteur s'est bien gardé, tout au long des 700 et quelque pages du dossier, d'évoquer le rôle de l'Organisation mondiale de la santé et notamment la collusion de ses experts avec l'Industrie pharmaceutique, ou la pertinence des procédures d'autorisation de mise sur le marché pour les vaccins pandémiques.

À ce sujet, le P^r Bruno Lina, qui fut à la fois conseiller de Margaret Chan et de Roselyne Bachelot pour notre dernière « pandémie » et qui devrait raser les murs car il porte une grande part de responsabilité dans la faillite monumentale de cette vaccination, s'est lancé dans une expérimentation follement dangereuse, celle de croiser le virus H1N1 de la grippe porcine, très contagieux mais peu mortel, et celui du H5N1 de la grippe aviaire, moins contagieux mais souvent fatal. L'expérience a officiellement pour but d'anticiper une éven-

12. Office européen des Brevets de Vienne, Application Number : 60/966,724, Customer Number : Filing or 371 (c) Date : 08-28-2007, confirmation Number : 4370, Attorney Docket Number : VAC-6416 PROV, First Named Inventor : Otfried Kistner, Vienna.

tuelle mutation des deux virus. Serait-il en train de l'aider à « reprendre du poil de la bête » grâce à nos deniers ? Ce réassortiment est bien plus dangereux que la « grippette » qui a effrayé certains d'entre nous, car ce virus hybride pourrait se propager facilement d'un humain à un autre. Toutefois, Bruno Lina nous a rassurés : « Toutes les manipulations se font en scaphandre et obéissent à des règlements très contraignants. » Serons-nous condamnés à porter un scaphandre ?

D'autant que le 2 décembre 2011, nous apprenions qu'une équipe de scientifiques du centre médical Erasmus de Rotterdam, aux Pays-Bas – nous n'avons pas l'exclusivité des fous dangereux – a créé une variante extrêmement dangereuse du virus aviaire H5N1 capable de se transmettre aisément d'homme à homme. Ils ont évoqué la crainte que ce virus ne tombe en de mauvaises mains, et pour eux, les « mauvaises mains » sont celles de « terroristes », mais ces manipulateurs d'armes biologiques sont aussi dangereux que les pires terroristes.

N'oublions pas que le Pr Lina, qui avoue : « C'est vrai que j'ai différentes casquettes, mais je l'assume », est chef de service du laboratoire de virologie au CHU de Lyon, expert auprès du ministère de la Santé pour le risque pandémique, membre du comité de lutte contre la grippe rattaché au ministère de la Santé, et enfin conseiller de Margaret Chan, la directrice de l'OMS pour le risque pandémique. Il est aussi président du Comité scientifique du GEIG (Groupe d'expertise et d'information sur la grippe) qui se présente comme une association régie par la loi de 1901, mais qui est financé à 100 % par cinq laboratoires pharmaceutiques qui produisent des vaccins contre la grippe. Son directeur général n'est autre que Bertrand Verwee, le directeur marketing de Sanofi-Pasteur-MSD, qui prend à son compte 50 % du budget annuel du GEIG, soit 400 000 euros. Cela n'empêche pas le Pr Lina d'affirmer qu'il « ne voit pas où est le problème » ! Il doit être atteint de cécité.

Et l'on persiste à nous faire croire que nous n'avons rien à craindre car les « experts » veillent sur nous !

Notre médecine est-elle la meilleure du monde ?

Les nouvelles sont ce que nous voulons supprimer.

Tout le reste est de la publicité.

Frank REUVEN, Journaliste, producteur,
et ex-président de NBC News

D'après nos dirigeants, notre médecine est « la meilleure et la plus enviée du monde, elle va de triomphe en triomphe », mais elle coûte des sommes pharamineuses à l'État français, donc aux citoyens, et le problème s'aggrave chaque année. En vérité, si notre médecine actuelle était tellement performante, il y aurait de moins en moins de malades alors qu'il y en a de plus en plus et que la morbidité a plus que doublé depuis 1970. Cette médecine est impuissante à guérir les maladies chroniques dont souffre un tiers des Français, ainsi que le cancer qui est en très forte progression et menace à présent 31 % des hommes et 25 % des femmes avant l'âge de 65 ans, ce qui prouve bien que ce n'est pas à cause de « l'allongement de la durée de vie » comme on le prétend.

En outre, partout dans le monde, non seulement les maladies infectieuses n'ont pas disparu comme on le prévoyait il y a quarante ans, mais la mortalité et la morbidité dues à ces maladies ont considérablement augmenté, alors que le déclin des maladies infectieuses avait commencé bien avant que l'on ne découvre leurs causes et leurs traitements.

De nouveaux virus se sont manifestés, de nouvelles souches de bactéries provoquent également des épidémies de maladies transmissibles par les aliments et l'eau, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement.

Les maladies sexuellement transmissibles (MST), autrefois appelées maladies vénériennes, sont également en augmentation, ainsi que le paludisme, également appelé malaria, propagée par la piqûre de certaines espèces de moustiques anophèles. Alors qu'en 1950 son éradication était en bonne voie, un million d'enfants africains en meurent chaque année. Non seulement l'anophèle a résisté au DDT, mais de nouveaux cas de paludisme apparaissent dans les zones importantes d'épandage de pesticides. En revanche, ces épandages ont détruit des insectes indispensables à l'équilibre écologique.

Les rétrovirus nous menacent tout autant que les maladies infectieuses. Dans *Le Quotidien du médecin* du 22 décembre 1998, le Pr Luc Montagnier soulignait : « Les rétrovirus ont appris à se transmettre horizontalement, de personne à personne, et à s'insérer dans les gènes de l'organisme. » Ainsi, dans la guerre sans merci que nous menons contre les virus ou les rétrovirus, nous constatons chaque jour qu'ils apprennent à se défendre, à s'adapter, à muter et qu'ils résistent de plus en plus à notre science axée sur la chimie.

Les actes médicaux ainsi que les programmes d'action sanitaire sont à l'origine d'une nouvelle maladie : la maladie « iatrogène », c'est-à-dire engendrée par la médecine.

Il serait donc grand temps de chercher à comprendre pourquoi notre santé se dégrade tellement plutôt que d'essayer de trouver sans cesse de nouveaux fonds pour améliorer la situa-

tion. Mais a-t-on vraiment envie d'améliorer la situation ?

Ce que nos pouvoirs appellent la santé est devenue une activité purement commerciale qui représente 11 % du PNB et le patient est pris en main par une équipe de « fournisseurs de santé » qui impose un contrôle et un dépistage réguliers des gens en bonne santé, ce qui rejoint les déclarations du D^r Knock, personnage imaginé par Jules Romains : « Les bien portants sont des malades qui s'ignorent et la santé est un état que ne présage rien de bon. » Pour les laboratoires, c'est une certitude !

Le professeur de médecine Petr Skrabanek, qui a enseigné au Trinity college de Dublin, a démythifié ce qu'il appelle les « promotions de la santé » et les institutions de « santé préventive », qu'il a rebaptisées la « médecine anticipative », et qui représentent à ses yeux un lamentable gâchis. Il se demande si l'on trouve encore des « bien portants par ignorance », car la médicalisation a progressé à une cadence inimaginable depuis quelques années.

Certes, les progrès de la technologie, particulièrement en chirurgie, ont été spectaculaires depuis les dernières décennies, mais les progrès de santé doivent être davantage attribués à l'hygiène, à de meilleures conditions de vie et au recul de la pauvreté, plutôt qu'aux avancées de la médecine qui s'attribue pourtant l'exclusivité de cette amélioration. De même, l'avènement des antibiotiques a laissé espérer des miracles. On a alors évoqué les « progrès foudroyants » de la médecine qui permettait enfin de maîtriser toutes les maladies et les épidémies, mais il a fallu des années pour que nos pouvoirs sanitaires s'alarment de la diminution d'efficacité de cette « panacée » et conseillent, bien trop tard, de ne pas en abuser.

Autrefois, sans avoir les moyens techniques actuels, notre bonne vieille médecine faisait de son mieux pour aider les malades à guérir, mais la commercialisation des produits thérapeutiques chimiques a transformé le malade en consommateur, et le médecin en représentant de commerce conditionné par les laboratoires pharmaceutiques et ignorant bien trop

souvent les effets secondaires des médicaments qu'il préconise.

Il est évident que dans cette optique, il reste peu de choses de la médecine d'Hippocrate et qu'il existe une collusion entre le médecin, la recherche médicale, les laboratoires et l'argent, tout cela au détriment des malades.

Avec la caution gouvernementale, les laboratoires dépensent en moyenne 12 000 euros par an et par médecin pour orienter sa prescription et assurer sa « formation médicale continue ». On peut ainsi juger de « l'objectivité » médicale de ces médecins qui vient de se révéler publiquement lors des scandales récents, particulièrement celui du Médiateur¹⁰. Il est certain que 90 % de la population ignorent ces pratiques.

Mais le système est bien installé et le poids grandissant de l'industrie pharmaceutique avec sa soif intarissable de profits financiers porte atteinte à la santé des citoyens, sous le prétexte que la maladie doit être éliminée à grands coups de chimie. Par le truchement des médias, on instille puis on entretient la peur de la maladie chez les citoyens, et cette peur assure la pérennité de cette dictature médicale.

Le Pr Didier Sicard, ancien chef de service à l'hôpital Cochin et ancien président du Comité consultatif national d'éthique, a bien analysé le problème : « S'il n'y avait que de vrais malades à soigner, la médecine serait en situation économiquement difficile. Il faut donc convaincre l'ensemble de la population qu'elle est potentiellement malade et vendre des médicaments à ceux qui n'en ont pas besoin. »

Cette surmédication a non seulement une incidence fâcheuse sur le coût de notre chère Sécurité sociale, mais elle est encore plus dramatique sur le plan de notre santé car elle entraîne chaque année 150 000 hospitalisations dues à des accidents médicamenteux qui provoquent officiellement entre 15 et 18 000 morts malgré une sous-notification considérable.

C'est cette peur et cette désinformation qui ont motivé la ruée sur le vaccin contre l'hépatite B, scandale que l'on a complètement occulté alors que les très nombreuses victimes

attendent toujours d'être dédommagées et que l'on persiste à nous faire croire qu'il s'agit de quelques centaines de coïncidences fâcheuses. Ainsi, le fait que les scléroses en plaques soient passées de 20 000 environ à près de 80 000 après cette vaccination de masse n'a ébranlé personne, et il en est de même pour le vaccin des nouveau-nés. Puisque dans les populations à faible risque la plupart des contaminations se produisent entre 25 et 35 ans et par voie sexuelle, quel est l'intérêt de vacciner un bébé qui n'aura pas de vie sexuelle avant au moins 15 ans avec un vaccin dont la durée d'efficacité, en admettant qu'elle existe bien, n'est que de 5 ans ?

D'ailleurs, en Italie, un énorme scandale aurait dû suffire pour dénoncer la corruption initiée par les laboratoires, prouvant ainsi qu'ils sont prêts à tout pour vendre leur marchandise. A-t-on besoin de mentir pour vendre des produits de qualité ? En 1991, Francesco de Lorenzo, ministre italien de la Santé, a touché de nombreux pots-de-vin de plusieurs laboratoires, dont SmithKline Beecham, qui fabrique le vaccin anti-hépatite B. Son président a avoué avoir donné au ministre 600 millions de lires quelques mois avant que ce dernier ne rende la vaccination obligatoire dans son pays. Francesco de Lorenzo a été inculqué et condamné à plusieurs années de prison ferme ainsi que Paolo Cirino Pomicino, ancien ministre du Budget et le P^r Dulio Poggiolini, directeur de la Direction du médicament dans son pays, après avoir été président de l'Ordre des médecins, mais aussi membre influent des instances européennes du Médicament. Plus d'une soixantaine d'autres membres tout-puissants du ministère de la Santé ont également été condamnés pour diverses fautes graves qualifiées par certains de « pratiques mafieuses¹³ ».

L'information a fait la Une de tous les journaux italiens qui n'ont pas hésité à publier les montants des pots-de-vin généreusement distribués par de prestigieux laboratoires pharmaceutiques, mais la presse française s'est abstenue de parler de

13. *Giornale per la protezione della salute* (n° 6, mars 1998).

cet immense scandale. Existerait-il un rapport entre ce silence et la peur de discréditer certains laboratoires ?

Non seulement la plupart de ces « mafieux » ont été libérés bien avant les dates prévues, mais certains ont trouvé de nouveaux postes lucratifs. On retrouve actuellement Francesco de Lorenzo comme président d'une association qui se préoccupe du cancer et Paolo Cirino Pomicino a été élu député européen en 2004. Ce député du Parlement européen a été expulsé de ce parti l'année suivante, sans pour autant renoncer à son siège au Parlement. Élu à nouveau à la Chambre des députés en 2006, il a été membre de la cinquième commission (Budget, Trésor et programmation) et membre de la « commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la criminalité organisée mafieuse ou de même type » jusqu'en 2008. Il était évidemment bien placé pour pouvoir en parler, ayant touché des sommes hallucinantes s'élevant à plus de soixante millions de dollars.

On devrait également se demander si ces pratiques de pots-de-vin à des hommes politiques ont été réservées à la seule Italie ? Il est évident que cette habitude de corruption pernicieuse des fabricants de vaccins se retrouve partout, mais personne, à part les malades, n'en pâtit vraiment, ce qui permet aux autorités de santé d'entretenir souvent des relations perverses avec les laboratoires pharmaceutiques pour lesquels l'intérêt du malade est accessoire.

Malgré ces débordements, la confiance de nos politiciens reste absolue dans l'intégrité des laboratoires et notre remarquable ministre Roselyne Bachelot a décidé d'en remettre une couche en instituant une prime à la performance pour les médecins traitants qui peuvent ainsi valoriser financièrement leur pratique médicale dans le cadre d'un contrat avec leur caisse d'assurance maladie.

Ces « contrats d'amélioration des pratiques individuelles » (Capi) sont souscrits de manière volontaire et individuelle par les praticiens, pour une durée de trois ans. Les médecins signataires s'engagent à atteindre 16 objectifs de santé publique

dans trois domaines : la prévention (par exemple améliorer les taux de patients âgés vaccinés contre la grippe et de dépistages du cancer du sein), un meilleur suivi des pathologies chroniques comme le diabète ou l'hypertension, et l'optimisation des prescriptions de médicaments. Dix mille praticiens, soit plus d'un sur six, ont ainsi signé un contrat avec l'Assurance-maladie qui leur permettra de recevoir jusqu'à 7 euros par an et pour chaque patient (ou patiente) qui acceptera d'être vacciné, de subir une mammographie, ou de passer des examens afin de détecter une pathologie qui ne s'est pas manifestée et ne les gêne pas le moins du monde.

On savait déjà que la recherche de rentabilité se retrouve partout, toutes professions confondues. On le savait pour la Police, la Gendarmerie, les impôts et autres administrations, mais il est invraisemblable qu'un médecin touche, en dehors de ses honoraires, une prime au rendement des dépenses de santé qui augmente le fameux « trou » de la Sécurité sociale. D'autant que les spécialistes font souvent la promotion de certains traitements sans préciser les liens qu'ils ont avec les laboratoires qui les commercialisent. Comment peut-on encore prétendre être juge et partie ?

À notre époque, tout doit être rentable, à telle enseigne que Alain Minc, l'un des conseillers de Sarkozy, a eu l'indécence de citer les frais médicaux de son propre père, afin de faire pression pour que l'euthanasie devienne effective pour les vieux, dès lors qu'ils ne rapportent plus rien à la société et que leur traitement devient trop lourd financièrement. Personne ou presque n'a été choqué par cette déclaration et cet individu n'a pas pour autant perdu son crédit.

Puisqu'il est ici question d'économie au sens propre du mot, qui sait qu'en Suisse, il y a plus de trente ans, on a pratiqué des autopsies d'accidentés de la route, hommes et femmes, sur lesquels on a remarqué que leurs organismes portaient fréquemment des traces de très anciennes lésions, cancers ou infarctus, lentement évolutives ou pas du tout. Une enquête

menée sur le passé médical de ces sujets a démontré que tous étaient en parfaite santé avant leur accident. Autrement dit, ces lésions, apparentes à l'autopsie, ne s'étaient jamais manifestées. Ces malades potentiels, mais qui ont eu la chance de ne pas connaître leurs maladies, n'ont ressenti aucune manifestation somatique de leur vivant.

À l'instar du P^r Régis Dutheil qui avait de son temps signalé ces études, nous devons nous poser la question : Que se serait-il passé si, au moment de l'apparition de ces lésions, ces malades s'étaient soumis à un contrôle médical ?

Comme le signale le D^r Robert Mendelsohn si « plus de 90 % de la médecine moderne, médecins, hôpitaux, médicaments et machines devait disparaître de la surface de la terre, l'effet sur notre santé serait immédiat et bénéfique¹⁴ ».

Il a fait remarquer qu'en 1976, à Bogota, lorsque se produisit une grève des médecins durant 52 jours, la mortalité diminua de 35 %. Le même phénomène se produisit lors d'une grève identique à Los Angeles avec une baisse de la mortalité de 18 % et se renouvela en Israël en 1973, lorsque les médecins en grève diminuèrent la fréquence de leurs consultations qui passèrent de 65 000 à 7 000 en un mois, alors que les décès étaient réduits de moitié durant ce mois-là.

Peu de gens sont au courant de ces faits significatifs qui pourraient porter atteinte aux puissants intérêts financiers de l'industrie pharmaceutique, car les grands médias se gardent bien de nous en informer. C'est donc à nous, et à nous seuls, de le faire.

14. *Confessions of a medical heretic*, Contemporary Books Inc - 1978 (non traduit en français).

Ce qu'on nous cache sur les vaccins

*Toute vaccination est un scandale si on
la considère sur un plan scientifique.*

D^r Jacques KALMAR

Il y a près de deux ans, Claire-Anne Siegrist, qui détient la Chaire de vaccinologie à l'université de Genève grâce au laboratoire Mérieux, a déclaré au journal *La Tribune de Genève* des 20-21 décembre 2008 qui lui consacrait sa première page : « Laissez faire la nature, c'est la sélection naturelle : l'espérance de vie à 35 ans et la moitié des enfants qui meurent avant 5 ans. »

C'est ce que les laboratoires qui fabriquent les vaccins sont parvenus à faire croire à une grande partie, bien naïve, de la population et à certains de nos gouvernants. Comme le disait si justement le P^r Alexandre Minkowski : « Il suffit en France d'affirmer une chose avec autorité pour être cru sur parole¹⁵ », particulièrement si la personne qui affirme est une « autorité

15. Alexandre MINKOWSKI (*Un juif pas très catholique*)

de référence » et même si cette affirmation est ridicule. Mais nous pouvons constater que ce procédé n'est pas réservé à la France, ni aux États-Unis, il est répandu à travers le monde. Toutefois, les autorités de santé françaises n'ont tout de même pas osé publier de telles inepties, quoique parfois, elles n'aient rien à envier à cette « meilleure spécialiste au monde des vaccins » qui, dans le même article de *La Tribune de Genève*, en a profité pour faire également la promotion du vaccin contre le papillomavirus en prétendant, tout aussi mensongèrement, qu'il prévient « le cancer du col », ce qui est parfaitement faux à diverses raisons. Il est surprenant que ce journal, réputé pour son sérieux, soit le porte-parole d'affirmations aussi stupides, mais dites avec « autorité ».

La meilleure réponse médiatisée à ces allégations saugrenues est arrivée d'Allemagne le 26 octobre 2010, sur la chaîne de télévision *Alpenparlament TV*. Ce jour-là, la chaîne allemande diffusait une interview d'Angelika Kögel-Schautz, responsable de l'EFI (association d'information sur les vaccins) qui citait une étude concernant plusieurs milliers d'enfants allemands de 0 à 17 ans, donc très significative.

Cette étude, appelée KIGGS, a été menée durant trois ans, de mai 2003 à mai 2006, par l'Institut Robert Koch, la plus haute instance de santé allemande qui est au service du ministère fédéral de la Santé¹⁶. Elle est pratiquement inconnue en France, et le résumé de cette longue étude a été publié dans le journal *Bundesgesundheitsblatt*. L'Institut poursuit actuellement cette étude au cours d'une seconde étape (2009 – 2012).

Spécialisé dans les maladies infectieuses, l'Institut Robert Koch, du nom du médecin allemand qui découvrit le « bacille de Koch », a analysé en détail la santé de 17 461 enfants représentant un échantillon de toute la population. Les médecins ont recueilli 1 500 données par enfant, soit au total 20 millions de données qui répondent à toutes sortes de questions sur leur santé, leur milieu social et familial, leurs analyses de sang et

16. Kiggs - vol. 49, n° 10, 2006.

d'urine, leur statut vaccinal et les types de vaccins qu'ils ont reçus, afin de déterminer l'état de santé des enfants allemands dans les tranches d'âge de 0 à 17 ans. Il faut signaler que dans ce pays la vaccination n'est pas obligatoire.

Ils ont ainsi constaté des différences spectaculaires entre les vaccinés et les non-vaccinés. Ainsi, les enfants non vaccinés ont moitié moins d'allergies que les vaccinés (22,9 % contre 10,6 %). Pour le rhume des foins, on trouve 10,7 contre 2,6 %, pour l'asthme et les bronchites chroniques 18,4 contre 2,4 %, pour les neurodermites 13,2 contre 7 %, pour l'herpès 12,8 contre 0,2 % et pour les migraines 2,5 contre 1,1 %. Il en est de même pour le diabète, les problèmes thyroïdiens, les crises d'épilepsie, l'hyperactivité.

On observe également chez eux moins de scoliozes que chez les autres (0,5 contre 5,3 %), moins de problèmes de langage, car le besoin d'orthophoniste est de 2,11 % contre 6,25 %. Quant aux problèmes de vue, les non-vaccinés portent bien moins souvent des lunettes, comme l'avait déjà remarqué le Dr Gerhard Buchwald. Ce médecin allemand, mondialement connu pour ses travaux sur les vaccins, a constaté que les vaccins endommagent les nerfs optiques. Il avait parlé d'« épidémie de lunettes » à cause du nombre croissant de vaccins administrés aux enfants, mais pas un officiel de la santé n'a voulu se pencher sur la question.

Les travaux de l'Institut Koch ont aussi mis l'accent sur les maladies infectieuses. Les pneumonies touchent 11,07 % des enfants vaccinés alors qu'il n'y en a que 7,75 % chez les autres et pour les otites, on passe de 11 % à 2 %.

L'incidence de ces maladies pour les 7 à 17 ans, a été étudiée pendant les 12 mois précédant le sondage. On en a déduit que le système immunitaire des non-vaccinés fonctionne normalement, alors qu'après la vaccination, il devient fou ou se bloque.

Il est à peu près certain que les abstracts de cette étude ne seront pas traduits en français, ni qu'une chaîne française ne reprendra les propos d'Angelika Kögel-Schauzt sur la chaîne

de télévision allemande *Alpenparlament TV* qui prouvent bien, graphiques à l'appui, que plus on vaccine, plus les enfants sont malades. Et ces informations ne viennent pas de « ligues anti-vaccinales », mais d'instances officielles très surprises par ces résultats pourtant indéniables.

Peu importe ! L'industrie pharmaceutique a de plus en plus besoin de satisfaire ses actionnaires et la vaccination est une manne inépuisable, c'est pour cela qu'on invente sans cesse de nouveaux vaccins aussi dangereux qu'inutiles, avec des injections de plus en plus fréquentes, et surtout un lavage de cerveaux remarquable et une pression sans cesse accrue.

Les enquêtes menées pour comparer la santé des enfants vaccinés et non vaccinés sont plus nombreuses qu'on ne le dit, mais restent la plupart du temps dans des tiroirs ou bien circulent exclusivement dans des milieux avertis.

De même, personne ne s'intéresse au fait que les enfants non vaccinés ne deviennent pas autistes, comme le prouvent les travaux publiés en décembre 2005 par Dan Olmsted, journaliste d'investigation, qui a cherché en vain des autistes chez les Amish, dont les convictions religieuses s'opposent à la vaccination. Olmsted enquêta ensuite dans une autre communauté, le Homefirst Health Services de Chicago, non religieuse celle-là mais qui a un point commun avec les Amish : les enfants ne sont pas vaccinés et ne sont jamais autistes.

Le Dr Mayer Eisenstein, directeur médical de l'organisation, signale : « Depuis des années, nous avons suivi 30 à 35 000 enfants dès leur naissance, et nous n'avons pas rencontré un seul cas d'autisme parmi les enfants qui n'ont jamais reçu de vaccins. » Ces enfants, qui fréquentent les écoles publiques de l'Illinois, ont permis de faire baisser les moyennes d'autistes de cet État à 38 pour 10 000, d'après le ministère de l'Éducation, alors que, d'après le CDC, elles sont de 60 pour 10 000 dans le reste du pays. Le Dr Eisenstein, également diplômé en statistiques, en droit et en santé publique, ajoute que ces chiffres sont significatifs et qu'il est impossible d'ignorer la

différence. Le Dr Paul Schattauer, qui fait partie du Homefirst depuis 20 ans et traite au moins 100 enfants par semaine, confirme : « Tout ce que je sais est que dans ma pratique, je ne rencontre pas d'autistes. Nous sommes loin des un sur 166 cas officiels dans notre pays. »

Le Dr Schattauer a également confirmé que les enfants traités par les médecins du Homefirst sont rarement sujets à l'asthme et au diabète juvénile, alors que le pourcentage d'asthme chez les enfants est d'environ 10 % pour le reste de la population.

Au début de l'année 2005, le Dr Jeff Bradstreet, pédiatre en Floride, spécialiste de l'autisme, a confirmé qu'on ne trouve pratiquement aucun cas d'autisme chez les enfants non vaccinés pour des raisons religieuses et élevés au sein de leur famille afin d'échapper aux vaccinations scolaires, ce qui rejoint les observations du Dr Eisenstein et celles de Dan Olmsted.

Mais ces statistiques n'ont troublé aucun des responsables des vaccinations. Ils refusent d'accorder le moindre crédit au fait qu'il n'existe pas d'autisme chez les Amish, ni dans les rangs de Homefirst à Chicago, ni chez les enfants scolarisés dans leur famille. Ce fait constitue une omission très significative alors que la plupart des psychanalystes interrogés sur le sujet prétendent que l'autisme pourrait être la conséquence d'une dépression maternelle, d'une mauvaise relation avec l'enfant, voire d'un refus de l'apport masculin pour la conception. Certains osent même accuser des stades de folie transitoire chez la mère, ou même des désirs incestueux. C'est évidemment plus confortable de proférer de telles âneries que de remettre en question le dogme vaccinal.

Il est notoire qu'il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, mais, dans ce cas précis, les instances prétendues « de santé » sont criminelles de ne pas essayer de comprendre la raison de l'augmentation effrayante de cette maladie et, surtout, pourquoi elle ne touche pas les enfants non vaccinés.

Après avoir travaillé aux États-Unis au Centre des sciences

respiratoires de l'université de Tucson, en Arizona, puis à la Clinical Effectiveness de la Harvard School of Public Health à Boston, Erika von Mutius dirige la polyclinique d'allergie et asthme au centre hospitalier universitaire pour enfants de Munich. Elle fait également partie du conseil rédactionnel du *New England Journal of Medicine*.

Le Pr Von Mutius et son groupe de recherche se sont consacrés à l'étude du rôle des expositions microbiennes dans le développement des allergies et de l'asthme. En 1999, ils ont comparé l'état de santé des enfants de Berlin Est et Ouest avant la chute du Mur, pensant que les enfants de Berlin Est, plus pauvres, moins soignés et mal nourris seraient en plus mauvais état de santé que leurs voisins de l'Ouest. Ils ont alors constaté que la réalité était à l'opposé de leur hypothèse. « Les enfants des régions les plus pauvres d'Allemagne de l'Est étaient en bien meilleur état de santé que ceux des familles aisées de l'Allemagne de l'Ouest. Leur taux d'allergie était bien inférieur et ils étaient rarement victimes d'asthme. L'équipe fut forcée de remettre en question ses observations qui confirment que l'exposition aux microbes dès l'enfance aide à renforcer le système immunitaire et préserve ainsi la santé des adultes¹⁷.

Quant à la mortalité infantile, elle augmente avec le nombre de vaccins reçus, étant plus élevée dans les pays qui vaccinent le plus. C'est ce que suggèrent de nombreuses études internationales, dont la plus récente, qui date de 2011, a été publiée par Neil Z. Miller, journaliste médical américain, et le Dr Gary Goldman, gynécologue, spécialiste de la varicelle, auteur de nombreuses publications.

Ils ont passé en revue toute la littérature afin de comparer le nombre de doses de vaccins administrés aux États-Unis et dans trente-trois autres pays, et leur taux respectifs de mortalité infantile. Leur étude a démontré que le taux de mortalité infantile et les doses de vaccin suivent la même courbe. Ainsi,

17. http://www.netdoktor.at/health_center/dermatologie/warzen.htm

aux États-Unis, pays qui détient le record mondial de vaccinations (26 au minimum), on compte plus de 6,22 décès pour 1 000 naissances. En France où l'on recommande 19 doses, on enregistre 3,33 décès pour 1 000 naissances. En Suède où l'on n'administre « que » 12 vaccins, on compte 2,75 décès et au Japon, où le nombre de vaccinations est identique, le nombre de décès est de 2,79 pour 1 000¹⁸.

Pour bien montrer l'état d'esprit qui règne chez certains médecins, il faut prendre connaissance d'une lettre du Dr P. Touze en réponse à la demande d'un confrère concernant les vaccins et la mort subite du nourrisson : « [...] je crois qu'il faut cesser d'incriminer les vaccins dans la survenue de la mort subite inexplicquée du nourrisson. C'est mauvais pour le moral de la population vaccinée... et pour celui des vac-cinateurs¹⁹ ». Pour cet individu, il est sans doute préférable de laisser mourir quelques nourrissons plutôt que de saper le moral des vac-cinateurs.

Espérons que le travail de l'Institut Robert Koch sera mon-dialement médiatisé et fera enfin tomber l'omerta qui règne sur ce sujet.

18. Miller, N. Z., Goldman, G. S. (2011). « Infant mortality rates regressed against number of vaccine doses routinely given : Is there a biochemical or synergistic toxicity ? », in *Human & Experimental Toxicology*.

19. Lettre publiée dans *Le Concours médical* du 25 mars 1995.

La naissance du Nouvel Ordre mondial

*C'est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas
notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je
crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin*

Henry FORD

(Fondateur de la Ford Motor Cie)

Puisque nous venons de parler d'omerta, continuons avec celle qui règne aussi sur le Nouvel Ordre mondial. En 1907, après la crise financière qui les avaient ruinés, les Américains se méfiaient comme de la peste des banquiers et ne voulaient plus en entendre parler. Ces derniers le savaient, mais une poignée des plus puissants d'entre eux, qui voyaient grand, lorgnait déjà la création monétaire. En novembre 1910, ils se réunirent dans le plus grand secret au club de *Jekyll Island*, au large de la côte de Georgie en la présence du sénateur Aldrich, président de la commission chargée d'enquêter sur la crise et de proposer une législation bancaire, très proche de Wall Street, pour élaborer le projet d'une banque de réserves nationale (*National Reserve Bank*). Pour l'anecdote, il paraît que le

secret était tel qu'aucun nom ne fut jamais prononcé de peur que les serviteurs, pourtant triés sur le volet, ne les divulguent au public²⁰.

Après quelques contretemps et surtout après avoir financé la campagne de Woodrow Wilson, ils réussirent le tour de force de faire adopter en décembre 1913, pendant que les députés préparaient leur « happy Christmas », la loi sur la Réserve fédérale (*Federal Reserve Act*) par le Congrès des États-Unis. Aussitôt ratifiée par le président Woodrow Wilson, elle entra en vigueur le jour même, avec la création de la Réserve fédérale des États-Unis. C'est ainsi que naquit le fondement de notre système financier dont les peuples mesurent aujourd'hui les conséquences.

L'arnaque consistait, avec un nom comme « Réserve Fédérale », à laisser croire au peuple qu'il s'agissait d'un organisme public d'État alors qu'il s'agissait, au contraire, d'accorder à un cartel de banquiers privés le droit de fabriquer l'argent qu'ils n'avaient pas, pour le prêter dans un premier temps au gouvernement américain à un taux de 6 %. Depuis ce jour, comme nous l'avons connu en France à partir de 1973, ces quelques privilégiés n'ont plus cessé de faire marcher la planche à billets et les gouvernements américains successifs, de leur en emprunter ! En 1913, l'Amérique n'avait pas de dettes, aujourd'hui elle est de 14 000 milliards de dollars et chaque jour, en ce moment, la Banque fédérale crée 1,5 milliard de dollars²¹. Uniquement pour payer les intérêts des emprunts qui servent à financer les guerres qui enrichissent les banquiers !

Autour des années 1960, 1970, nos « banksters », jamais en mal d'expansion, décidèrent d'élargir le champ de leurs manœuvres en octroyant des prêts massifs aux pays « pauvres ». Une fois les Institutions internationales et leurs

20. B. C. Forbes fondateur du magazine *Forbes*, cité par Griffin, 1998.

21. Anthony Sutton : « The Federal Reserve Conspiracy » /Eustace Mullins : "Les secrets de la Reserve Fédérale" / Entretien-avec-Etienne-Chouard-sur-la-creation-monetaire-et-la-democratie-athenienne-par-tirage-au-5854.html

Fondations « humanitaires » mises en place, ils allaient nous parler de leur grand cœur au service des pays qu'ils baptisèrent « en voie de développement ». La réalité était toute autre, divulguée des années après, dans le livre *Confessions of an economic hit man* (*Confessions d'un assassin financier*), de John Perkins, l'un de ces hommes utilisés par les « banksters » pour faire la sale besogne, mais qui s'est ensuite repenti et dont l'ouvrage fut, durant 40 semaines, dans la liste des meilleures ventes du *New York Times*.

La technique utilisée par les corporations, avec la complicité du gouvernement américain, consistait à approcher les chefs d'États du Tiers-Monde qui avaient des ressources naturelles en pétrole ou minerais ou présentaient un enjeu géopolitique, et à leur proposer un programme d'investissements, à vrai dire endettement, censé les propulser dans la cour des grands (barrages, centrales électriques, ports...). Le but étant de confier la réalisation de ces projets à des sociétés américaines dont les actionnaires étaient ces mêmes banquiers. Les pays « bénéficiaires » ne voyaient jamais la couleur de l'argent qu'ils avaient emprunté, mais ils devaient rembourser. Comme ils ne le pouvaient pas, ils se voyaient proposer de brader leurs ressources naturelles et leurs patrimoines à leurs « bienfaiteurs », d'accepter une base militaire sur leur territoire, d'envoyer des troupes pour appuyer celles des États-Unis en Irak ou d'appuyer le vote de l'Amérique à l'ONU ! Les dirigeants qui se laissaient corrompre touchaient des sommes rondellettes sur leurs comptes en Suisse, les autres étaient débarqués ou purement et simplement assassinés.

Le livre de John Perkins nous éclaire sur une grande partie de l'Histoire contemporaine : le remplacement de Mossadec en Iran par le Shah, Arbenz au Guatemala destitué par la CIA, Roldos assassiné en Équateur, Omar Torrijos mort dans un accident d'avion au Panama, l'Irak avec Sadam Hussein qu'ils ne sont pas arrivés à corrompre, Hugo Chavez au Venezuela qui, après avoir survécu à un coup d'État en 2002, vient de rendre les États-Unis publiquement responsables des cancers

dont souffrent nombre de dirigeants de l'Amérique latine, précisément ceux qui s'opposent aux intérêts des corporations américaines.

« Il y a deux manières d'asservir une nation, l'épée ou la dette », écrit John Perkins qui révèle les trois étapes utilisées pour venir à bout d'un dirigeant qui " refusait de se coucher ", par ordre d'entrée en scène : les corrupteurs économiques pour le convaincre, puis les chacals pour l'assassiner et, en dernier recours, l'armée pour le destituer. « La majorité des gens aux États-Unis ne sait pas que nous vivons pour le bénéfice de l'empire clandestin et aujourd'hui, il y a plus d'esclaves dans le monde qu'il n'y en a jamais eus ! Mais si c'est un empire, nous devons nous demander qui est l'empereur ? » Apparemment, ce ne sont pas les Présidents des États-Unis, mais ce qu'il nomme la « corporatocratie », qui administre nos plus grosses corporations, qui contrôle nos médias et nos politiciens. Ces gens-là ne sont pas élus, ne rendent de compte à personne et, parmi ceux qu'ils placent au sommet, on ne sait plus à qui l'on a affaire. Un jour ministre, un jour président d'une corporation, républicain ou démocrate, au travers des portes tournantes. « Les décisions de l'État sont forgées par la " corporatocratie " et deviennent des plans gouvernementaux. Ce n'est même plus un complot, ces gens travaillent ensemble avec un principe fondamental qui est de maximiser les profits sans considérer le coût social ou environnemental²². »

Ce concept de manipulation des peuples au travers de la dette, la corruption ou le renversement politique, n'est que la marche vers le Nouvel Ordre mondial. Tout comme la Réserve fédérale garde les Américains dans une situation de servitude au travers des dettes, de l'inflation et des intérêts, la Banque mondiale et le FMI l'appliquent à l'échelle mondiale.

Une fois les pays endettés et les chefs d'État forcés d'imposer des mesures de rigueur, les complices font chuter la monnaie, ce qui met les ressources locales à la merci des

22. confessions-d-un-assassin-economique-john-perkins.

prédateurs, et oblige les gouvernements à de larges coupes dans leurs programmes de santé, d'éducation, détériorant le niveau de vie de la population, la livrant ainsi à l'exploitation. Il ne reste plus qu'à privatiser des entreprises publiques qui finissent alors dans les mains de corporations étrangères qui font grimper les prix démesurément, pendant que la libéralisation des échanges permet l'introduction en masse de produits des multinationales et entraîne la ruine de l'économie locale.

Cela ressemble tellement à ce qui arrive à l'Europe depuis ces dernières années, sans que le commun des mortels sache ce qui se passe vraiment !

Et puis, fin 2009, nous apprenions que des agences de notation dont nous n'avions jamais entendu parler avaient déclaré que certains petits pays d'Europe devaient surveiller leurs finances publiques, leur taux d'endettement s'étant passablement détérioré.

Nous ne nous sommes pas sentis vraiment concernés, jusqu'au jour où tous les dirigeants européens se sont mis subitement à courir dans les couloirs en parlant de la dette, la dette, la dette... Quoi, la dette ? Cela faisait des années qu'ils empruntaient à tout va sans que ça les perturbe outre mesure.

Et puis on apprend par le *Wall Street Journal* du 26 février 2010 que le 8 du même mois a eu lieu un dîner secret dans une maison de Manhattan, réunissant les représentants des cinq plus gros « *Hedge funds* » de Wall Street, dont Goldman Sachs et George Soros qu'on ne pouvait que prendre au sérieux puisqu'il avait coulé la Banque d'Angleterre en dévaluant la livre sterling dans les années 1990, gagnant 1000 millions de dollars dans l'affaire. Les *Hedge funds*, également appelés « fonds alternatifs » ou « fonds de couverture » font appel à l'emprunt pour composer leurs portefeuilles, ce qui les contraint donc à dépasser des seuils de rentabilité minimale.

Après s'être bien gavée il n'y a pas si longtemps avec la crise des subprimes aux États-Unis en jetant à la rue des millions de gens (46 millions à la soupe populaire après la saisie de leurs logements), cette oligarchie financière cherchait

une autre proie pour se remplir de nouveau les poches. À ce « Dîner d'idées », ils se mirent d'accord pour parier sur la chute de l'euro en attaquant le pays le plus faible, la Grèce, mais bien décidés à continuer avec le Portugal, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la France et même l'Allemagne. Soros s'est répandu dans toute la Presse pour annoncer la mort prochaine de la Grèce et de l'euro, créant la panique sur les marchés, sachant très bien que les investisseurs, dont beaucoup sont des moutons, allaient vendre leurs titres dans l'urgence et que s'il faisait couler un pays, les États voisins allaient être contaminés. Ils accumulèrent donc les positions vendeuses contre la Grèce, faisant monter ses taux d'intérêts de façon pharamineuse.

En quête d'argent frais pour refinancer ses 22 milliards d'euros de dette qui arrivaient à échéance, Athènes ne trouva plus aucune institution voulant lui accorder ce montant. Pendant que, dans ces trois premiers mois de crise de l'euro, les hedge funds qui sont à l'origine des spéculations auraient engrangé plus de trois milliards de dollars de bénéfice, ajoute encore le *Wall Street journal* de février 2010.

Voilà comment on coule un pays ! Comment cinq *Hedge funds*, une élite financière que l'on compte sur les doigts d'une main et qui échappe à toute réglementation peut décider qu'un pays de 10 millions d'habitants s'écroule, que des gens qui ont travaillé toute leur vie pour élever leurs enfants du mieux qu'ils peuvent puis avoir une vieillesse décente subissent le gel de leurs salaires, l'austérité minable, leurs retraites fichues quand ce n'est pas le chômage et la précarité. Parce que – merci aux chefs d'état qui ont vendu leur peuple aux banquiers privés - nos dettes sont de ce fait cotées sur les marchés, à la merci d'attaques spéculatives internationales d'une oligarchie sans aucun scrupule²³ !

La crise n'est ni plus ni moins qu'un hold up avec préméditation ! Et comme dit l'essayiste Michel Drac « La Grèce n'est

23. <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1253791/Is-man-broke-Bank-England-George-Soros-centre-hedge-funds-betting-crisis-hit-euro.html#ixzz1idbRodwG>

qu'un labo ». Il a raison, nous sommes les prochains sur la liste, otages et esclaves des temps modernes.

On a vu l'éjection sans bouger d'un Berlusconi, queue entre les jambes, tout comme celle aussi chirurgicale de Papandreou qui, à peine avait-il annoncé qu'il proposait un référendum à son peuple, était déjà remplacé. Sans compter Kadhafi et d'autres « grands amis de l'Occident » qui ont été éliminés lorsqu'ils sont devenus gênants.

Mais c'est nous qui nous faisons traiter de conspirationnistes, de paranoïaques qui voient des complots partout quand nous avons l'audace d'énumérer les faits.

***La Terre n'est pas un don
de nos parents.
Ce sont nos enfants qui nous la prêtent.***

*Il est de la dernière évidence que les compagnies savantes de
l'Europe ne sont que des écoles publiques de mensonges, et très
sûrement il y a plus d'erreurs dans l'Académie des sciences que
dans tout un peuple de Hurons.*

Jean-Jacques ROUSSEAU *L'Émile*

Alors que les Français sont dans leur grande majorité hostiles aux OGM, nos pouvoirs publics ne cessent de répéter que sans les OGM nous ne pourrions continuer à nourrir la planète. Ainsi Claude Allègre, que l'on persiste à inviter sur toutes les chaînes de télévision, se permet d'affirmer de manière irresponsable que « le développement des OGM permettra aux plantes de résister à la pénurie d'eau et d'éviter les engrais », ce qui est exactement le contraire de ce qui se produit. Certains de ses pairs répandent les mêmes absurdités et sont écoutés avec attention car ils sont couverts de diplômes ou occupent des postes importants.

Il est certain que toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim, tandis que des dizaines de millions d'autres souffrent de la malnutrition et de ses terribles séquelles physiques et psychologiques. Toutefois, les médias évitent d'ajouter que selon le rapport mondial de la FAO (Food and Alimentation Organisation) sur l'alimentation, paru en 2006, l'agriculture mondiale a aujourd'hui la capacité de nourrir 12 milliards d'êtres humains alors que nous sommes moins de 7 milliards et que plus de 900 millions de personnes sont sous-alimentées. Cela prouve bien que la faim n'est pas une fatalité, mais l'une des absurdités de la situation.

Le sociologue suisse Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du conseil des droits de l'homme des Nations Unies, vient de publier aux éditions du Seuil *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, dans lequel il confirme ce rapport, toujours d'actualité. Il analyse les raisons qui provoquent chaque année la mort de 36 millions de personnes sous-alimentées et il est bien placé pour en parler car il a été rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation entre 2000 à 2008.

Pour lui, il existe cinq grandes raisons à cette hécatombe. La première est la spéculation financière qui a fait flamber les prix des matières premières alimentaires ces dernières années et rendu quasiment impossible aux agences d'aide de subvenir aux besoins des populations victimes de sous-alimentation.

Lorsque la FAO tire la sonnette d'alarme sur la famine qui sévit dans la Corne de l'Afrique en raison de la sécheresse, Jean Ziegler répond que ne parler que du climat « est une hypocrisie totale qui élude les vraies raisons de cette catastrophe effroyable ». Les vraies raisons sont que dans cette région les greniers sont vides parce que les prix alimentaires ont explosé en raison de la spéculation des grandes banques, qui ont perdu des milliers de milliards de dollars lors de la crise financière de 2008 et de 2009. « Ils ont quitté les Bourses de papier valeur et ont migré vers les Bourses des matières premières agricoles. Légalement, avec les instruments spécu-

latifs ordinaires, ils réalisent des profits astronomiques sur les aliments de base. Actuellement, la tonne de blé meunier est à 270 euros. Il y a an, elle était de moitié. La tonne de riz a plus que doublé en un an et le maïs a augmenté de 63 %. Les pays pauvres ne peuvent donc même plus acheter les aliments à même de constituer des réserves. »

Il y a ensuite les agrocarburants, qui soustraient des terres fertiles et des plantes nourricières à l'alimentation humaine. Ainsi, au Cameroun, avec la complicité du président Paul Biya, Bolloré et Vilgrain se sont approprié des centaines de milliers d'hectares de terres fertiles, dont les paysans ont été expulsés et où les cultures vivrières ont été remplacées par de la canne à sucre destinée à la production de biocarburants.

Troisièmement, il y a la dette extérieure, qui étrangle les pays les plus pauvres et les empêche d'investir dans l'agriculture de subsistance. Il y a aussi le dumping agricole qui fait que sur les marchés locaux les fruits, les légumes et les poulets européens sont vendus le tiers ou la moitié du prix du produit africain équivalent. Enfin, il y a l'accaparement des terres par les grandes multinationales, qui en chassent les paysans locaux pour y cultiver des produits destinés exclusivement aux marchés occidentaux.

D'après Jean Ziegler : « La Commission européenne actuelle est formée de purs mercenaires au service des pieuvres du commerce agro-alimentaire. C'est incroyable la puissance des lobbies sur Bruxelles. S'ils le voulaient, ils pourraient arrêter demain le dumping agricole. »

Seule l'intervention des citoyens pourrait arrêter ces crimes contre l'humanité. Il suffirait qu'ils influencent suffisamment leurs députés pour interdire du jour au lendemain toute spéculation sur les denrées alimentaires, imposer des tarifs prohibitifs à l'importation de bioéthanol, arrêter le dumping agricole. Toutefois nous sommes mal partis lorsqu'on constate l'indifférence presque générale qui entoure les problèmes agricoles en France.

Ainsi, dans la nuit du 28 au 29 novembre 2011, l'Assemblée nationale a adopté sans modification la proposition de loi du sénateur UMP Christian Demuynck, visant entre autres à taxer les agriculteurs qui utilisent des semences produites à partir de leur récolte, et qui avait déjà été adoptée par le Sénat en juillet 2011. Il est certain qu'en conséquence elle va être promulguée comme loi et va contraindre les agriculteurs à acheter des graines qui sont devenues la propriété de l'industrie semencière.

Les élus UMP et le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, ont rejeté tous les amendements proposés par l'opposition de gauche et cette loi, appelée « contribution volontaire obligatoire » — comme si volontaire et obligatoire pouvaient aller de pair — qui arrive en même temps que la décision de Conseil d'État sur les OGM, met notre politique agricole sous la coupe de l'UFS qui regroupe Bayer, Limagrain, Monsanto, Pioneer, Vilmorin ou Syngenta, bref, le « meilleur des mondes ». Nous nous trouverons alors dans une totale dépendance qui peut mettre en péril la capacité même à ensemer tous nos champs, comme l'annonce le syndicat agricole. Et le fait de ressemer une même variété, c'est-à-dire la monoculture, nous mène inexorablement vers la mort de la biodiversité, de sorte que le travail accompli pour sélectionner les semences à travers plusieurs générations sera anéanti par les entreprises de l'UFS. Ainsi, comme le déplore la Confédération paysanne : « Les paysans qui ne respecteront pas cette loi seront des contrefacteurs, donc des délinquants. »

Or, selon la CNDSP (Coordination nationale pour la défense des semences fermières), environ la moitié des céréales cultivées étaient jusqu'ici ressemées par les agriculteurs, donc presque toujours illégalement, et pour le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, ces semences « ne peuvent pas être libres de droit, comme elles le sont aujourd'hui ». Cette déclaration laisse à penser qu'on pourrait désormais interdire aux agriculteurs français de ressemer leur récolte, indemnités ou non, comme c'est le cas des variétés OGM de Monsanto

qui a même créé une sorte de « police des semences », spécialisée dans la poursuite des agriculteurs qui sèment ou échangent illégalement les graines qu'ils récoltent. Aussi, la Confédération paysanne demande à tous les candidats à la prochaine élection présidentielle de s'engager à « abroger cette loi scandaleuse » et invite les paysans à refuser de payer la dîme aux multinationales.

Pour être adopté, le texte doit encore passer devant le Conseil constitutionnel, ce qui laisse une possibilité de révision. Toutefois, compte tenu de l'acharnement dont a fait preuve notre ministre de l'Agriculture pour défendre les positions du lobby semencier à l'Assemblée nationale, il existe peu de chance que ce soit le cas.

Il est certain que Bruno Le Maire a perdu un certain crédit depuis qu'il s'est ridiculisé le 23 février 2011 au Grand Journal de Canal + incapable de répondre aux questions concernant l'agriculture. On lui pardonnerait volontiers car il possède des connaissances très réduites sur la vie à la campagne et l'agriculture, mais lorsqu'on lui a posé la dernière question sur le nombre de mètres carrés correspondant à un hectare, il s'est contenté de préciser qu'un « hectare était un hectare » et qu'il n'avait jamais été « doué en maths ». C'est certain, mais pour enfoncer le clou, comme on lui a indiqué que c'était 10 000 mètres carrés, soit 100 mètres sur 100, il a renchéri : « 100 sur 100, ça fait 10 000 ? »

Il est certain qu'un ministre de l'Agriculture n'a pas besoin d'être un matheux, mais tout de même. On a pu ainsi confirmer qu'on n'apprend pas grand-chose d'utile à l'ENA, et que c'est pour cette raison que nous sommes gouvernés par des incompetents qui illustrent bien le principe de Peter. Selon ce principe, les incapables forment une base pyramidale qui comporte un ou plusieurs chefs. Chacun dépassant ses pôles de compétence ne cherche qu'à verrouiller ses positions. Et lorsque les chefs ont disparu, « tout poste sera occupé par un incapable d'en assumer la responsabilité », et cette incompetence est confirmée chaque jour chez la plus grande partie de nos « élus ».

Il est grand temps de revenir à nos vraies valeurs, de retrouver notre bon sens et de ne plus écouter nos « brillants esprits scientifiques » qui cherchent à tout prix à améliorer notre qualité de vie, et dont nombre d'esprits crédules célèbrent les progrès accomplis. L'homme imparfait, créé par la nature, va être « amélioré », pour son plus grand profit, par nos apprentis sorciers qui espèrent transformer ce mutant en « homme bionique » ou « cyborg ». Les premières prothèses étaient physiques et souvent utiles, mais elles deviennent à présent des extensions du cerveau. Les prothèses numériques vont mettre de nouveaux outils dans les mains de l'homme, et dans quelque temps, l'ordinateur sera muni d'un système de reconnaissance de la pensée par une simple puce électronique.

« L'homme du futur évolue par extériorisation de fonctions sous forme de prothèses qui s'interconnectent », a dit un jour Joël de Rosnay. Nous aurions préféré que son évolution soit plus personnelle et plus spirituelle.

Cet homme qu'on nous promet pour demain, stérilisé, greffé, constitué de pièces détachées, transformé grâce à des puces électroniques qui lui permettront d'intégrer l'intelligence artificielle, va-t-il rester longtemps un être humain, avec ses propres pensées, ses propres choix ?

Certes, notre vie est plus confortable qu'elle ne l'a jamais été, mais peut-être serait-il temps d'arrêter certains « progrès » et de revenir en arrière avant qu'il ne soit trop tard.

Tout cela nous incite à regretter « le bon vieux temps », le temps où nous mangions une nourriture à la fois saine et savoureuse, où les enfants ne s'ennuyaient jamais, n'étaient que très rarement malades, étaient prudents et non violents, et auraient éclaté de rire à la simple idée d'aller voir un pédopsychiatre.

Le temps où les enfants apprenaient à lire, à écrire et à compter dans une école qui n'était pas encore devenue une entreprise vouée à l'apprentissage du commerce de la pensée préformatée et bien stérilisée, ce qui ne correspond en rien aux aspirations de la nouvelle génération.

Le temps où les enfants ne servaient pas de cobayes à l'industrie pharmaceutiques comme les 49 bébés décédés en Inde depuis 2006 lors de tests cliniques de médicaments²⁴, sans compter les milliers d'autres qui ont subi un sort semblable en d'autres lieux de la planète, y compris dans des pays qui se prétendent civilisés.

Un temps où les adultes n'avaient pas davantage besoin de fréquenter un psychiatre, n'étaient pas déprimés, ne se gavaient pas de médicaments, connaissaient leur médecin qui les connaissait encore mieux et leur parlait, au lieu de converser avec leur ordinateur sur les maladies et non les malades.

Un temps où les gens âgés étaient respectés et écoutés, et non parqués dans des mouiroirs où, abrutis par des cocktails journaliers de drogues dont les effets croisés les empêchent de garder leur autonomie, ils perdent leur personnalité avant de perdre la vie.

C'est ce temps de la joie de vivre que nous avons échangé contre un stress généralisé, une angoisse effrayante, la perte de nos valeurs, peut-être aussi de notre âme.

Nombre d'entre nous sont dupes de ce « progrès », de cette « amélioration » de notre vie quotidienne et pratiquent la politique de l'autruche au sujet de l'avenir de l'homme, inconscients des terribles dangers que font courir à l'humanité tous les trafics pratiqués par une *intelligentsia* scientifique et politique qui navigue entre les intérêts économiques et l'apprentissage de la sorcellerie. En cas de malheur, nantis de l'absolution générale, d'éminents professeurs nous expliqueront avec des trémolos dans la voix que les décisions incriminées étaient justifiées par les « données actuelles de la science », d'autant qu'à présent, à la notion de « responsable mais pas coupable » s'est ajoutée celle de « coupable mais pas condamnable ».

24. *The Times of India*, 21 août 2008, Shakti Kumar Gupta, administrateur de l'Institut des sciences médicales d'Inde (AIIMS) à New Delhi.

Ceux qui « pensent » pour nous doivent savoir ce qu'ils font, a-t-on tendance à croire. C'est là notre plus grande erreur. Ceux qui prétendent « penser » et ceux qui nous dirigent — qui ne pensent pas davantage sur le long terme — vivent en vase clos, suspendus au cours de la Bourse, loin des plaisirs simples et de la « vraie vie ». C'est cette vie-là que nous devrions retrouver, au risque de perdre notre personnalité et même notre humanité.

***Bill Gates, Rockefeller, Monsanto and C°,
bienfaiteurs de l'humanité?***

*Contrôlez le pétrole, vous contrôlerez les nations ;
Contrôlez la nourriture, vous contrôlerez les populations.*

Henry KISSINGER

En revanche, la Révolution verte ne relève pas de l'incompétence mais d'un calcul savant. Elle a pris naissance sur le postulat que la famine était due à une pénurie d'aliments, alors qu'il s'agit d'un phénomène complexe de distribution et de partage, comme nous l'a fait remarquer Jean Ziegler. Pour comprendre l'aberration du système actuellement en place, il suffit de le comparer avec les nombreuses alternatives agro-écologiques qui ont fait leurs preuves en Afrique et qui respectent le droit des peuples de disposer d'aliments appropriés culturellement et climatologiquement, produits par des méthodes écologiquement rationnelles et durables.

En Inde, dans les années 1970, elle devait permettre à ce pays de devenir une grande puissance agricole et à la population de manger à sa faim. Mais la transition d'une agri-

culture traditionnelle vers le modèle prôné par la révolution verte nécessitait de lourds investissements, ce qui a conduit au développement du crédit rural, facteur de fragilisation financière pour de nombreux petits agriculteurs, comme cela s'est déjà produit en France il y a une trentaine d'années avec les prêts du Crédit Agricole pour promouvoir l'agriculture intensive. Cette révolution a surtout profité aux agriculteurs qui possédaient de grandes exploitations et un accès au crédit. Elle a donc souvent conduit à une accentuation des disparités sociales, économiques et régionales, à la déperdition du savoir traditionnel agricole, et dans certains pays à une accélération de l'exode rural.

Au début, elle a multiplié par dix la production de blé, et par trois la production de riz, mais elle a entraîné un usage excessif de pesticides et l'appauvrissement des sols ainsi pollués. Elle a donc contribué à réduire la biodiversité et a mis les agriculteurs sous la dépendance de l'industrie agro-chimio-pharmaceutique.

Dans les pays du Sud, il y a 2,5 milliards de pauvres dont plus de 850 millions dans une extrême précarité. Les trois quarts d'entre eux vivent dans les campagnes et dépendent de l'agriculture pour leur survie. Mais ce n'est pas en copiant les recettes des pays du Nord qu'on leur permettra de survivre, ni en transformant le maïs en biocarburant et encore moins en donnant d'énormes subventions à l'agriculture intensive.

Selon une étude publiée en 2002 dans la revue scientifique *The Lancet*, le taux de suicide de ces régions rurales a atteint 58 décès pour 100 000 habitants – triste record mondial –, alors que la moyenne dans les autres pays est de 14,5 pour 100 000.

Le *Daily Mail* du 3 novembre 2008 qualifiait cette crise de « génocide OGM » et déclarait que le moment était venu de mettre une fin à son avancée inexorable, provoquant la colère des dirigeants des biotechnologies et de certains politiciens.

Le journaliste du *Daily Mail* s'est rendu lui-même dans l'État de Maharashtra. Village après village, des familles

lui ont raconté comment elles se sont endettées après avoir été convaincues d'acheter des semences de coton OGM au lieu des semences traditionnelles. « Ce sont ces semences magiques qui nous étranglent. Ils nous les vendent en nous disant qu'elles n'ont plus besoin de pesticides coûteux, mais ce n'est pas vrai. Nous devons acheter les mêmes semences aux mêmes compagnies chaque année, ce qui nous tue. S'il vous plaît, dites au monde ce qui se passe ici. »

Au moment des transactions, les vendeurs et représentants du gouvernement prétendaient que les semences OGM étaient 50 % plus chères, mais que le prix à payer était valable car il s'agissait de « semences magiques » avec de meilleures plantes, sans parasites ni insectes, ce qui s'est rapidement révélé être un mensonge. En vérité, la différence des prix est stupéfiante : 100 grammes de semences de coton OGM coûtent 15 euros, alors que pour la même somme on peut acheter au moins 100 kilos de semences traditionnelles. Le prix est donc 1 000 fois plus élevé et non 2 fois.

On n'avait pas davantage prévenu les paysans que ces variétés nécessitaient deux fois plus d'eau que les autres, n'en déplaise à monsieur Allègre et ses pairs. Aussi, avec la sécheresse des dernières années, les plantes OGM ont dépéri et sont mortes, laissant les paysans criblés de dettes et sans moyen pour les rembourser. Leurs suicides ne servent à rien car leurs femmes perdent de toute manière leur terre, n'ont plus les moyens de payer l'éducation de leurs enfants, et vont rejoindre les hordes de miséreux que l'on voit mendier par milliers, le long des routes de ce pays. Mais aucun rapport officiel n'a encore signalé l'exode rural massif des paysans qui se retrouvent chômeurs dans les villes, ni le déclin des rendements.

Il est certain que les autorités ne sont pas les seules responsables, car en acceptant d'autoriser les géants des biotechnologies, comme Monsanto, à vendre leurs nouvelles créations semencières, elles espéraient échapper à l'extrême pauvreté des années qui succédèrent à l'indépendance. D'autant qu'au

cours des années 1980 et 1990, en contrepartie de l'accès à son immense marché, l'Inde a reçu des crédits du Fonds monétaire international, ce qui l'a aidé à lancer une révolution économique.

Déjà, en janvier 2001, le *Courrier de l'Unesco* citait S.P. Mittal, directeur scientifique de l'Institut de recherche central sur la conservation des sols et de l'eau de Chandigarh, la capitale du Pendjab : « Le niveau de la nappe phréatique a baissé d'un à trois mètres sur plus de 75 % du territoire de l'État. [...] Les paysans sèment le riz en mai pour pouvoir récolter avant le 1^{er} septembre, date à laquelle l'État cesse de garantir les prix d'achats. Or, durant cette saison chaude, il faut beaucoup d'eau. » En outre, la chaîne alimentaire et les sources sont contaminées, l'écosystème empoisonné, la biodiversité détruite. On trouve des pesticides partout, non seulement dans les végétaux, mais aussi dans le lait maternel ou le sang humain.

En 1960-1961, on a utilisé 5 000 tonnes d'engrais chimiques, alors qu'en 1998-1999, 1,3 million de tonnes, soit 260 fois plus, ont provoqué dans les sols de graves déficiences en oligo-éléments.

Cette agriculture qui s'est accompagnée d'une augmentation de l'utilisation des pesticides dépend aussi des énergies fossiles dont une grande partie est destinée à l'agriculture pour la seule synthèse des engrais, sans compter le carburant nécessaire au transport et aux machines. Cette forte consommation d'énergie va non seulement augmenter le coût de la production des aliments, mais contribuer également au changement climatique.

Quant aux organochlorés, ils empoisonnent la terre et contaminent l'eau, notamment par les nitrates, mais ils favorisent aussi l'apparition de souches de moustiques résistantes aux pesticides. En outre, privées de matière organique, les espèces vivantes comme les bactéries, les champignons ou les vers de terre sont en train de disparaître à leur tour.

Dans certaines régions de l'Inde, la révolution verte a ainsi remplacé la culture des légumes secs par celle du blé, qui ne correspond pas au régime alimentaire des paysans. De même, les pesticides employés dans la production du riz en Inde ont éliminé le poisson et certaines plantes sauvages qui nourrissaient les paysans indiens.

Krishna Reddy, secrétaire général du syndicat agricole All India Kisan Sabha, n'hésite pas à affirmer que le gouvernement et les multinationales se sont entendues pour mettre à genoux les petits paysans. « Ce qu'ils veulent, c'est nous faire partir et remembrer les terres pour créer de vastes exploitations industrielles : il n'y en a plus aujourd'hui que pour l'agrobusiness. »

De toute manière, malgré les belles promesses, le coût de production augmente aussi rapidement que fortement. Celui de la tonne de blé, qui est passé de 30 dollars en 1984-1985 à 80 dollars en 1997-1998, est à présent de 170 à 180 dollars.

En vérité, cette révolution est un prétexte pour breveter les semences car, tant qu'elles se reproduiront d'elles-mêmes, il sera extrêmement difficile pour l'agrobusiness de contrôler cet élément essentiel du secteur agricole. Une fois que la production de semences sera totalement retirée aux agriculteurs, le secteur agricole tombera encore davantage sous le contrôle des lobbies.

Inutile de préciser que ce projet va passer très rapidement du stade de semences hybrides stériles à la production d'organismes génétiquement modifiés et l'établissement d'un régime totalitaire de propriété intellectuelle et de brevets.

La physicienne Vananda Shiva, fondatrice de l'ONG Navdanya, association pour la conservation de la biodiversité et la protection des droits des fermiers, mène depuis vingt ans un combat acharné contre le génie génétique et les multinationales de l'agroalimentaire et essaie d'introduire massivement dans le pays les méthodes de culture sans engrais et sans pesticides. La ferme de Navdanya est une banque de semences modèles qui a permis à plus de 10 000 fermiers

d'Inde, Pakistan, Tibet, Népal et Bangladesh de redécouvrir une agriculture saine et naturelle. Mais elle a encore beaucoup à faire avant de convertir les 700 millions de paysans indiens à ces méthodes douces. Vananda Shiva a reçu le prix Nobel alternatif en 1993, ainsi que d'autres récompenses pour son travail de sauvegarde de la Planète.

Voulant ignorer ce massacre, associée à la fondation Rockefeller, la fondation Bill et Melinda Gates finance l'Agra (Alliance pour une Révolution verte en Afrique), avec pour responsable l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan. Il est donc certain que la Révolution verte en Afrique aura les mêmes conséquences que la Révolution verte en Inde.

Monsanto, bien connu pour être le plus grand prédateur de la Planète et l'inventeur du tristement célèbre « Agent orange » dont plus de 4 millions de personnes ont été victimes et dont les effets sont encore ressentis aujourd'hui et pour des dizaines d'années encore, est bien installé en Afrique du Sud, dont le gouvernement entretient d'étroites relations avec les multinationales.

Le groupe suisse Syngenta, considéré comme le quatrième cavalier de l'Apocalypse OGM, dépense à Nairobi des millions de dollars. La firme a conçu un programme pompeusement appelé « Seeds of hope » (Graines d'espoir), qui consiste à distribuer aux petits fermiers des paquets de graines OGM brevetées. Il est certain que ces « graines d'espoir » vont très rapidement devenir des « graines de suicide », comme elles ont été baptisées par Vananda Shiva en Inde.

Selon Jean Ziegler, déjà cité : « L'Agra de Kofi Annan n'est rien d'autre que la façade philanthropique d'un vaste réseau d'entreprises de semences, de produits chimiques et d'engrais, et d'institutions qui cherchent à industrialiser l'agriculture africaine. La forte campagne de l'Agra pour une nouvelle Révolution verte vise à attirer les investissements privés, à engager les gouvernements, et à convaincre les agriculteurs africains d'acheter des semences et des engrais nouveaux. L'Agra est en train de préparer les chercheurs, les institutions

et les agriculteurs africains à l'introduction des cultures OGM, non seulement le riz, le blé et le maïs, mais aussi le manioc, le plantain et d'autres produits alimentaires africains. »

Pour nous résumer, tout ce beau monde s'est associé afin de satisfaire le désir de Robert McNamara, ancien secrétaire d'État américain, responsable des bombardements massifs du Viêt-nam, ancien président de la Banque mondiale, qui a soutenu systématiquement les dictatures et mené les pays du Sud à un surendettement tragique, et qui aurait déclaré : « Il faut prendre des mesures draconiennes de réduction démographique contre la volonté des populations. Réduire les taux de natalité s'est avéré impossible ou insuffisant. Il faut donc augmenter les taux de mortalité. Comment ? Par des moyens naturels : la famine et la maladie. »

Tous les hommes sont égaux

*Tous les hommes sont égaux,
Certains sont plus égaux que d'autres.*

COLUCHE

Surtout les députés français en matière de retraite ! Ainsi, après un seul mandat d'une durée de 5 ans à l'Assemblée nationale, ils perçoivent une pension de 1 550 euros par mois. Ce montant est supérieur à ce que touche, en moyenne, un salarié du privé qui a travaillé pendant 40 années.

La retraite à taux plein des députés peut même dépasser leur indemnité de base. Depuis le 1^{er} février 2007, le montant de cette indemnité s'élève à 5 400 euros. Avec les années qui comptent double, il leur suffit de 22 ans et demi pour valider l'équivalent d'une carrière pleine, de quarante annuités et toucher 6 230 euros.

Quelques chiffres qui parlent : avec une espérance de vie après retraite estimée (moyenne homme et femme) à 22 ans et 11 mois, un député qui a effectué un seul mandat et prend sa retraite à 60 ans peut espérer toucher 425 857 euros au cours

de sa retraite pour avoir cotisé 69 184 euros ; un autre qui aura siégé 4 mandats et demi peut percevoir 1,7 million euros après avoir cotisé seulement 276 739 euros. Ainsi pour 1 euro cotisé, un député va toucher 6,10 euros à sa retraite. Le reste étant financé par les contribuables qui assurent 88 % des charges du régime de retraite des députés.

Quel que soit le temps qu'il aura siégé à l'Assemblée, il lui suffit donc de trois ans et sept mois et demi de retraite pour récupérer l'intégralité des cotisations qu'il a versées²⁵.

Quant à la réversion, elle est encore plus avantageuse que celle des fonctionnaires. Le conjoint survivant a droit à 66 % de la retraite quelle que soit sa situation matérielle, alors que dans le régime des salariés du privé, ce droit de réversion est de 54 % et ne s'applique qu'aux personnes qui ont peu ou pas de ressources personnelles²⁶. Sans parler du cumul des mandats !

C'est vrai que « les pòvres » invoquent la précarité de leur emploi... comme s'ils étaient les seuls !

Pour les élus de Paris, ce n'est pas mal non plus : 1 euro cotisé en rapporte 10,44 à la retraite, ce qui fait des pensions pouvant dépasser les 30 000 euros par an, garanties par l'État et financées par le contribuable, à travers une subvention octroyée chaque année par la Ville de Paris (coût : 3,9 millions d'euros en 2009) puisque la caisse est vide. Pensions bien évidemment défiscalisées et exonérées à 100 % de l'impôt sur le revenu, de la CSG-CRDS et des prélèvements sociaux. Elle n'est pas belle la vie !

25. Pierre-Édouard Du Cray (*Retraite des députés : La « Rolls » des régimes spéciaux* - octobre 2008), <http://www.sauvegarde-retraites.org/docs/larollsdesregimesspeciauxetude22.pdf>

• Assemblée nationale : « L'indemnité parlementaire et la situation matérielle des députés », <http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/indemnite.asp>.

• Assemblée nationale, rapport n° 3812 « sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2006 », 29 mai 2007.

• DREES, Études et Résultats n° 538, « Les pensions perçues par les retraités fin 2004 », novembre 2006.

26. *La pension de réversion est plafonnée à 1 462,90 euros par mois et les ressources personnelles du conjoint survivant viennent systématiquement en déduction de ce plafond. Le droit de réversion peut donc être réduit à néant.

Sans « Sauvegarde Retraites » qui a « levé ce lièvre de belle taille » dont 295 élus devaient profiter jusqu'en 2050, parmi lesquels : Lionel Jospin, Alain Juppé, Jacques Toubon et bien sûr Jacques Chirac, Jean Tibéri, Jacques Dominati, Didier Bariani, Claude Goasguen, nous n'aurions rien su, puisque cet accord n'est inscrit nulle part de façon légale ; il s'agit d'un simple arrangement avec Bercy, tacite depuis les années 1990 et résultant d'un échange de courriers entre le Questeur et le ministère des Finances. D'autant que pour un travail aussi pénible – le Conseil de Paris se réunit onze fois par an –, un simple conseiller touche 4 133 euros par mois, un maire d'arrondissement 5 441 euros et le maire de Paris 8 572 euros.

En juin 2010, l'association a publié une étude complète, *Les Incroyables Passe-droits des élus parisiens en retraite*, où elle expose, preuves à l'appui, les rouages de la magouille et informe les médias. Alors que le député Charles de Courson a fait voter par les députés un amendement visant à fiscaliser les pensions des élus parisiens, le Sénat s'est empressé de rétablir immédiatement les passe-droits²⁷ !

Il n'est pas facile dans le pays de la « Liberté, égalité, fraternité » de faire tomber les privilèges !

Ces gens qui nous font la morale, qui nous demandent de nous serrer la ceinture se gavent et se protègent entre eux, alors qu'ils viennent de voter une loi qui repousse de 2 ans l'âge légal du départ à la retraite, qu'ils rognent tous les jours sur le peu qui nous reste et s'exclament haut et fort qu'il faut faire la chasse aux niches fiscales. Ils n'ont pourtant pas à aller loin pour en trouver !

Après les révélations du site Médiapart sur les super-bonus et super-retraites des sénateurs, les syndicalistes sont montés au créneau pour dénoncer ces profiteurs des régimes spéciaux !

Avec raison, certes, chacun y est allé de son indignation : Pour Eric Aubin, en charge du dossier retraite à la CGT, « on vit une période d'austérité où les gens souffrent, certains n'ar-

27. <http://www.sauvegarde-retraites.org/docs/brochure-elus1bdef.pdf>

rivent pas à vivre avec leur retraite. Et pendant ce temps-là, d'autres ne connaissent pas la baisse de leur pouvoir d'achat ». Jean-Louis Malys, son homologue de la CFDT, dénonce : « un esprit de caste [...] on planque ses avantages. On se protège [...] Ce système des compléments de retraite des sénateurs est désastreux pour les élus en termes d'exemplarité », tandis qu'Annick Coupé, dirigeante du syndicat SUD s'offusque : « c'est tripatouillages et passe-droits²⁸ ».

Et s'ils commençaient par balayer devant leur porte ? Réformer aussi le régime de retraite du Conseil économique, social et environnemental (CESE), la petite planque douillette de quelque 64 patrons syndicaux dont le régime de retraite n'a rien à envier à celui des parlementaires : 800 euros par mois, après un seul mandat de 5 ans, soit l'équivalent de la pension moyenne des paysans, artisans et commerçants après plus de quarante années de cotisations. Sauf que, eux, reçoivent 6,18 euros pour 1 euro cotisé ; ce qui leur permet de « rentrer dans leurs sous » après seulement trois années et huit mois passés à la retraite. Le régime, subventionné actuellement à 50 % par le contribuable, le sera à 87 % dès 2013, puisqu'à cette date la caisse des Conseillers économiques et sociaux ne pourra même plus racler ses fonds de tiroir !

Et, bizarrement, on y retrouve les principaux « dirigeants du paritarisme syndical à la française ». Ce qui en bon français veut dire que ce sont les mêmes personnes qui sont impliquées dans la gestion du système de retraite français, qui profitent pour elles-mêmes d'un régime spécial totalement abusif. Pas étonnant qu'on n'avance pas ! Franchement, peut-on leur faire confiance pour réformer le système de retraite dans le sens de l'équité ?

Encore deux rapports de « Sauvegarde Retraites » : « Les retraites de nababs des technocrates et des commissaires européens. » Épinglés, nos 129 hauts fonctionnaires européens

28. « Sauvegarde Retraites » : Super-retraites des sénateurs : le bal des tartuffes
<http://www.da-esterel.fr/article-retraites-des-senateurs-intolérable-et-irresponsable-selon-les-syndicats-84261451.html>

qui bénéficient d'un régime de retraite « aux petits oignons », mieux que la « Rolls » des régimes spéciaux de nos parlementaires et qui n'a son égal dans aucun régime de la fonction publique des 27 États membres. Des juges, avocats généraux, greffiers, contrôleurs, commissaires, médiateurs qui, d'abord, n'acquittent aucune cotisation ! Les fameuses charges sociales qui pèsent si lourd sur nos salaires sont, pour eux, totalement prises en charge par le budget européen, c'est-à-dire nous, les contribuables. Ensuite, contrairement à nous qui devons nous éreinter à la tâche pendant plus de quarante ans, il leur suffit de 16 ans pour toucher 70 % de leur dernier salaire qui, nous n'en doutons pas, est plus que confortable. Jugez vous-mêmes : d'après l'enquête de Sauvegarde Retraites, les salaires moyens de ces « Top fonctionnaires » s'élèvent à 21 260 euros mensuels. Du « petit » greffier du tribunal de la fonction publique qui touche 16 327 euros au président de la Cour des comptes qui lui reçoit 23 405 euros à celui de la Cour de justice qui empoche 26 651 euros ; sans compter les indemnités et autres suppléments familiaux (par exemple, plus de 2 000 euros par mois pour 3 enfants à charge). Et au bout de 16 ans, leurs pensions oscillent entre 12 500 et 14 000 euros par mois.

En règle générale, il suffit à la plupart de « ces travailleurs précaires » de un an et demi à 2 ans de service pour obtenir une retraite mensuelle de 1 500 euros.

Et non seulement leurs retraites sont cumulables avec celles obtenues dans leurs pays d'origine, mais au cas où ils se retrouveraient quand même dans le besoin, on leur a aussi prévu des parachutes, s'ils partent avant l'âge de 65 ans. Ce sont les « indemnité de déménagement » (alors que les transports, assurances et autres frais annexes sont intégralement payés par l'Union européenne), et l'« indemnité de transition » qui leur sera payée tous les mois pendant 3 ans proportionnellement à leur salaire de base et à la durée de leur mandat (40 % pour moins de 2 ans, jusqu'à 65 % au-delà de 15 ans). Comme il ne faut quand même pas abuser, « une fois le mandat achevé, si le haut fonctionnaire européen exerce une

nouvelle activité, sa rémunération ne doit pas dépasser, y compris l'indemnité de transition, ce qu'il percevait à Bruxelles. »

Cela ne va pas très loin mais permet néanmoins de mettre du beurre dans les épinards. « Au total, en cumulant les deux indemnités, les partants peuvent espérer toucher entre 300 000 et 500 000 euros, ce qui n'altère en rien les prestations de retraite à venir²⁹ ». D'autant qu'ils vont bien se trouver un poste de consultant dans un des lobbies dont ils ont si bien défendu les intérêts pendant leur mandat !

Comme d'habitude, on trouve beaucoup plus d'informations sur ce sujet brûlant dans les publications étrangères : le *Sunday Times* et *Open Europe* rapportent ainsi que 13 commissaires sortants venaient de coûter 2,7 millions d'euros chacun, soit 35,6 millions d'euros aux contribuables. Leurs pensions seules représentant un total de 11,6 millions, ajoutés à ce qu'ils gagnent pendant qu'ils sont en service : 238 919 euros par an pour un commissaire, 265 465 euros pour un vice-président, soit 1 327 325 euros sur 5 ans ; plus les indemnités de résidence et de réception entre 43 122 euros et 50 757 euros par an.

On y apprend aussi que le président de la Commission européenne José Manuel Barroso qui, avec 29 504 euros, touche plus que notre Président et celui des États-Unis, peut profiter d'une retraite de 5 220 euros par mois... pour 5 petites années de présence ! Embellie d'un joli parachute de 439 609 euros et d'un bonus de 24 422 euros pour ne pas stresser avec son déménagement. Bref, pour le restant de ses jours, la bagatelle d'un million d'euros, le tout payé par les contribuables européens.

Mais il n'est pas le mieux nanti : retraite, indemnité de départ et golden parachute confondus, la Suédoise Margot Wallstrom devrait empocher, pour sa part, la bagatelle de 1,89 million d'euros, après avoir gagné pendant ses 10 ans à Bruxelles 2 991 313 euros. Toutefois, le gagnant est un

29. Patrick Bonazza : *Le Point.fr* (Sauvegarde Retraites, Etudes et analyses n° 27, « Les retraites de nababs des hauts fonctionnaires européens », mai 2009).

commissaire polonais, Pawel Samecki, qui n'a eu le job que 6 mois puisqu'il n'a pas été renommé à la commission suivante et qu'il est parti avec un parachute doré de 391 898 d'euros, plus les 141 020 euros de salaire³⁰.

Cette liste semble inépuisable et, bien sûr, ce n'est pas beau d'être envieux, mais il y a de quoi être dégoûté et se poser quelques questions sur ces métiers qui offrent autant d'avantages sans aucune obligation de résultat. On comprend très vite pourquoi les décisions qui sont prises à la Commission européenne ne vont pas dans le sens qui serait bon pour nous. Qui voudrait échanger un « Relais et Châteaux » contre un « Formule 1 » ?

À ce propos, et pour vous écœurer davantage, jetez un coup d'œil sur les dépenses du Parlement européen :

- Les services d'interprétation coûtent aux contribuables 21,6 millions d'euros chaque année et emploient environ 1 500 personnes, contre 613 à l'ONU.

- Les différents services de transport, qui comprennent un service de chauffeur pour les députés et un service de limousine pour chaque chef de groupe politique : 6,8 millions d'euros.

- *Europarl TV Canal*, la chaîne de télévision du Parlement, lancée en septembre 2008, nous coûte 9 millions d'euros par année. Basée sur la prévision qu'elle attirerait chaque année 20 à 40 millions de téléspectateurs alors que selon le quotidien allemand *Die Welt*, au cours des cinq premiers mois, seulement 120 000 téléspectateurs avaient visité le site. Et d'après le site *Web Heise Online*, la plaisanterie coûte 60 000 euros pour chaque heure de diffusion. Au point que le Rapport de ce même Parlement européen sur le budget du projet 2010 s'en est inquiété et a signalé « gentiment » que : « certains rensei-

30. <http://www.timesplus.co.uk/tto/news/?login=false&url=http%3A%2F%2Fwww.thetimes.co.uk%2Ftto%2Fnews%2Fpolitic%2F>

<http://openeuropeblog.blogspot.com/2009/11/eu-commissioners-golden-parachutes.html/> nov 2009

<http://www.openeurope.org.uk/media-centre/article.aspx?newsid=2679>

gnements supplémentaires sur le retour de cet investissement seraient les bienvenus ».

- L'agence de Relations publiques « Scholz & friends européen Agenda », engagée pour aider à booster la participation aux élections européennes, a un coût de 18 millions d'euros. Le petit jeu consiste, paraît-il, à donner la chance aux citoyens européens de poster leurs souhaits personnels pour l'Europe et de participer à ses décisions sous le cri de ralliement : « C'est votre choix ! » Comment osent-ils se moquer ainsi de nous !

- Les frais de communications du Parlement européen entre Bruxelles et Strasbourg s'élèvent à 203 millions d'euros par an (coût 2007) et génèrent environ 200 000 tonnes de dioxyde de carbone.

Comme le signalait *l'Observatoire de l'Europe* le 10 avril 2009, les eurocrates font aussi trempette. « L'affaire pourrait paraître anecdotique. Mais à l'heure où l'on enregistre 3 500 demandeurs d'emploi supplémentaires chaque jour et où familles, État et collectivités publiques doivent se serrer la ceinture, elle est symbolique. En 2007, le bureau du Parlement européen, la Commission des budgets et l'assemblée plénière du PE ont donné leur feu vert à la rénovation et l'extension du club de sport situé dans les locaux de l'institution à Bruxelles. »

En vérité, il ne s'agit pas d'une « rénovation » mais d'une augmentation de 46 % de la surface actuelle, avec une piscine ronde avec nage à contre-courant, jets de massage, hammam, sauna, solarium, cabinets d'esthétique, le tout estimé à 5,6 millions d'euros et destiné aux députés et au personnel de la maison.

Il est vrai que les plans font aussi état de l'installation de vélos et de tapis de course qui seraient raccordés au réseau électrique du Parlement européen pour générer de l'électricité. L'image est tentante, pour une fois que nos députés voudraient participer à l'effort collectif.

Comme le précise *l'Observatoire de l'Europe* « ce n'est pas un vivier pour les homards à servir au restaurant des eurodéputés, mais bien un complexe aquatique. Entre-temps, les coûts ont

d'ailleurs plus que doublé : l'appel d'offres en cours porte sur un montant non plus de 4, ni de 5,6 mais de 7,8 millions d'euros, auxquels s'ajoutent les études et le pilotage, soit 9,3 millions d'euros. Le gestionnaire, une société néerlandaise, est déjà sélectionné par appel d'offres. Le 18 février dernier, le bureau du Parlement a décidé d'attendre un peu pour signer son contrat... après les élections? »

- Le « Centre des visiteurs » qui devait ouvrir ses portes pour les élections européennes de 2009, est toujours en chantier mais a déjà coûté plus de 15 millions d'euros : 4,7 millions d'euros en 2008, 3,9 millions d'euros en 2009 et 6 millions d'euros en 2010.

Pendant ce temps, dans l'ensemble de l'Union européenne, 57 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, 31 millions dépendent d'une aide sociale. Plus de 17 millions occupent des logements insalubres, 2,7 millions sont des « sans-abri » et 1,8 million recourent à des centres d'hébergement.

- Le poste « Entertainment et représentation » coûte 1,1 million d'euros par an. Selon le rapport de budget 2009, cet argent sert aux voyages du président et ses frais de secrétariat, l'achat d'articles et **de médailles** pour les fonctionnaires qui partent à la retraite et les dépenses de protocole divers, tels que drapeaux, affichages, cartes d'invitation, menus imprimés.

- Jusqu'à 60 députés viennent pointer à la session mensuelle du Parlement européen à Strasbourg le vendredi, bien qu'il n'y ait pas de session ce jour-là, uniquement pour recevoir leur indemnité journalière de 298 euros, soit un total d'au moins 820 000 euros depuis 2004.

À ce propos, il y a une vidéo qui circule, tournée par des journalistes belges, qui sont allés à 7 heures du matin au bureau de pointage pour filmer tous ces députés tirant leur petite valise à roulettes puisque prêts à rentrer chez eux pour le week-end, mais il n'y a pas de petit profit³¹ !

- Cette année, 340 fonctionnaires partent à la retraite anticipée à 50 ans avec une pension de 9 000 euros par mois, pour faire de la

31. <http://www.lecri.fr/2011/10/27/la-video-buzz-du-moment-les-parlementaires-europeens-pointent-et-repartent/26750>

place aux fonctionnaires des nouveaux États membres (Pologne, Malte, pays de l'Est...), les fonctionnaires des anciens pays membres (Belgique, France, Allemagne, Angleterre) recevront cette fois un parachute doré³² et... doublé de zibeline!

On comprend pourquoi nos politiciens se battent comme des fous pour entrer dans l'administration européenne.

Il faut dire que tous ces technocrates ont une mission écrasante : ils sont les « gendarmes de Bruxelles » et, à ce titre « nous donnent des leçons d'orthodoxie budgétaire alors qu'ils ont les deux mains, jusqu'aux coudes, dans le pot de confiture », s'indigne Sauvegarde Retraite! C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils se sont votés « coup sur coup, début 2010, et en mars 2011, deux augmentations de 1 500 euros chacune de leur dotation mensuelle », nous apprend l'étude de Myeurop, en plus de quelques autres petits détails qu'il convient de savourer : le spectacle édifiant donné au Palais Bourbon par nos chers élus de la nation qui ont repoussé un amendement visant à réduire de 10 % leurs salaires, en signe de solidarité avec les efforts demandés aux Français. Tout comme les députés grecs, d'ailleurs qui, bien que leur pays ait été déclaré en faillite, viennent de refuser une baisse de leurs ressources³³.

De nombreux pays européens s'indignent de la conduite de la France. Pour preuve, cette émission à la radio suédoise qui dénonce une enveloppe de 5 800 euros, appelée IRFM (indemnité représentative pour frais de mandat), une cagnotte qui échappe à tout contrôle et qu'ils peuvent dépenser à leur guise, sans fournir de justificatifs. « Pas digne d'un État intègre » dit l'un des participants, « Ces élus français n'ont aucune valeur de l'argent; la meilleure preuve est la situation dans laquelle ils ont mis leurs compatriotes, ceux qui ont voté pour eux et qu'ils sont censés servir!³⁴ »

Jolie image de la France! Le Général de Gaulle, dont ils se réclament tous sans mourir de honte, doit se retourner dans sa tombe.

De son côté, le sénateur Francis Delattre confirme, chiffres à

32. <http://www.openeurope.org.uk/media-centre/pressrelease.aspx?pressreleaseid=111>

33. <http://fr.myeurop.info/2011/11/18/les-deputes-francais-grecs-et-europeens-ne-connaissent-pas-la-crise-3874>

34. <http://www.youtube.com/user/ObservatoireSubventi>

l'appui, dans son « rapport spécial », que « les pensions de la fonction publique sont le principal facteur de progression des dépenses de l'État » (177 % d'augmentation depuis 1990), alors que la loi de programmation pluriannuelle 2011-2014 réclame la « maîtrise des dépenses [...] hors dette et pensions »³⁵.

À nous les efforts, les prélèvements supplémentaires, les augmentations du prix des transports et de l'énergie, les départs à la retraite repoussés, l'épidémie de chômage, la récession économique, les 100 milliards d'euros de déficits (État et Sécurité sociale), et le remboursement de la dette abyssale de 1 700 milliards d'euros.

« Vous ne pouvez pas nier que nous avons connu une crise économique d'une ampleur sans précédent... », rabâchent l'un après l'autre les ministres sur les plateaux de télévision. Mais à qui la faute ? Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ils savaient très bien où leurs choix allaient nous mener !

Et l'on peut toujours hurler à la mort ! Ce n'est plus nous, les citoyens, que nos élus servent : « la législation européenne est formée sous l'influence de plus de 20 000 lobbyistes qui en fait remplacent l'opinion publique », observe Yiorgos Vassalos, chercheur à l'Observatoire de l'Europe industrielle (Corporate Europe Observatory), organisation membre du groupe de pilotage de l'Alter-EU. Et 70 % de ces lobbyistes représentent les intérêts des cartels et des banquiers³⁶.

Ils sont là dans tous les rouages de l'administration européenne pour s'assurer que passent les lois dictées par leurs maîtres, qui sont les nôtres à présent puisque la plupart des lois qui nous gouvernent sont décidées maintenant à Bruxelles. La boucle est bouclée et le vœu d'Edmond de Rothschild qui disait, en 1970 : « Le verrou qui doit sauter à présent c'est la nation³⁷ » est exaucé !

35. <http://www.senat.fr/commission/fin/pjlf2012/np/np22/np221.html>

36. <http://www.adequations.org/spip.php?rubrique337>

37. *Revue Entreprise*, n° 775, 18 juillet 1970.

L'histoire secrète

Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où se trouvent les véritables causes des événements.

Honoré de BALZAC

Il y a belle lurette que les décisions qui nous gouvernent ne sont plus prises par nos dirigeants. Ils ne sont plus que des exécutants chargés de faire passer les lois décidées par le véritable pouvoir et préparer l'opinion publique à les accepter. Et nous sommes conditionnés, apeurés, anesthésiés pour y adhérer ou nous y résigner. Que ce soit les campagnes de vaccinations et leurs fausses pandémies pour engraisser Big Pharma ou, en ce moment, les mesures de rigueur et les sacrifices que « nos gaspillages » ont soi-disant rendu indispensables pour pouvoir vendre en toute tranquillité notre souveraineté au pouvoir mondial et procéder au dépeçage qu'il demande, dernier stade du piège puisque maintenant ils veulent « se payer » l'Europe. Et ça marche ! Nombre de Français ont déjà admis l'idée que c'est inéluctable. Comment en est-on arrivé à un tel détournement de la démocratie, à une telle infirmité des peuples ?

Simplement parce qu'on vit dans un monde qui n'est pas celui que l'on croit, un monde où le profit est roi et non pas l'intérêt des humains, comme on nous l'affirme ; où les prédateurs sont prêts à tout pour arriver à leurs fins, jusqu'à des extrêmes que dans notre naïveté nous sommes incapables de concevoir. Dès lors, comment pourrait-on se battre contre un ennemi qui ne se montre pas au grand jour et quand on ne sait même pas qu'il existe ?

Où se situe le véritable pouvoir ? La grande presse n'en parle jamais. Au nom de sa sacro-sainte liberté et du sésame « les Français ont le droit de savoir », elle nous bassine des semaines entières avec des problèmes aussi cruciaux pour nous que les frasques sexuelles de DSK, ou celles de Berlusconi, mais quand les 130 personnes les plus puissantes de la planète se réunissent à Versailles ou à Saint-Moritz, il n'y a pas une ligne dans les journaux. Comme le disaient sur *France 5* Jean-François Kahn, fondateur de *Marianne*, et Yves Calvi : « Bilderberg... connais pas ! »

Rien ne transpire des réunions ni des véritables desseins de ces quelques puissants qui se retrouvent régulièrement pour déterminer l'avenir du monde et assurer leur contrôle sur les rouages essentiels des organismes nationaux. D'ailleurs rien ne doit filtrer, et il est interdit aux participants d'enregistrer et de faire des déclarations à la presse. Officiellement, ce sont des *think tanks* regroupant l'élite de la planète : leaders politiques de premier plan, têtes couronnées, PDG de multinationales, experts en sciences, finances, diplomatie, représentants de médias influents qui se réunissent soi-disant pour échanger leurs analyses des actualités qui occupent le monde. Les plus puissants sont le CFR, la Trilatérale et surtout le groupe Bilderberg, tous fondés à l'instigation de David Rockefeller. Ces gens-là « siègent dans le noir, avec une boule de cristal pour planifier l'avenir du monde », dénonça Daniel Estulin³⁸, auteur de *La Véritable Histoire des bilderbergers*, devant le

38. / http://www.dailymotion.com/video/xdncd1_bilderberg-denonce-au-parlement-eur_news

Parlement européen, « ce n'est pas un gouvernement, mais ils représentent une idéologie qui est celle d'une société globale [...] une aristocratie pour gérer la planète entre élites ».

Ce que ne cachait déjà pas David Rockefeller qui déclarait à la réunion du Bilderberg en 1991 à Baden Baden : « La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux vaut sûrement mieux que l'autodétermination nationale en vigueur dans les siècles passés. » Les questions qui nous sont vitales, sont donc débattues et tranchées dans des comités qui n'ont aucune légitimité par des gens non élus et pourtant c'est dans cette alliance apatride que se trouvent les maîtres du monde.

Le député londonien Gérard Batten a, lui aussi, interpellé le Parlement européen en septembre 2011, au sujet de deux commissaires présents à la réunion du Bilderberg à Saint-Moritz en juin 2011. Réponse apportée : on ne pouvait lui donner aucun détail de ce qui avait été discuté, mais on l'assurait qu'aucune décision n'était prise aux réunions Bilderberg. Pourtant, si ces réunions ne sont que des ateliers de discussion, on se demande bien, nous aussi, pourquoi les personnalités les plus puissantes du monde incluant George Osborne, ministre des Finances britannique, Christine Lagarde, les principaux conseillers d'Obama, le ministre chinois des Affaires étrangères perdent-ils leur temps à y participer et pourquoi est-ce le seul sommet des leaders mondiaux des finances, de la politique et du business qui soit complètement ignoré des grands médias. « Il est impossible de ne pas arriver à la conclusion que la non-couverture de ces événements n'est rien d'autre qu'un complot entre les organisateurs et les médias. Cela confirme la croyance de nombreuses personnes selon laquelle le programme caché et le but de Bilderberg est de promouvoir un gouvernement mondial antidémocratique. C'est une honte que la commission européenne soit en collusion avec cela », conclut Gerard Batten³⁹.

39. Participants Bilderberg 2011 :

<https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0B4bHQWfjplAI NjAxZm11NGM>

Et si ce n'est qu'un « think tank » ou « réservoir d'idées », comment se fait-il aussi que tous ceux qui ont sournoisement pris le pouvoir sur la nouvelle Europe en fassent partie ? Ainsi, Herman Van Rompuy, sorti de nulle part, a été désigné le 19 novembre 2009 comme premier président du Conseil européen. Comme par hasard, il s'est rendu le 12 au château de Val Duchesse pour une réunion informelle du Groupe Bilderberg, dans le cadre de la désignation du premier président du Conseil européen. La veille, Mario Borghezio, membre italien du Parlement européen avait déjà évoqué sa suspicion que les candidats aux postes de président et haut représentant aux Affaires étrangères pourraient être ceux des « groupes occultes » Bilderberg et Trilatérale, et non ceux des forces politiques des pays. Et lors de la première apparition de Van Rompuy au Parlement européen, le Britannique Nigel Farage a créé un scandale – qui restera un moment d'anthologie sur le Net – en l'interpellant : « Je ne veux pas être impoli, mais vraiment, vous avez le charisme d'une serpillière humide et l'apparence d'un petit employé de banque. Qui êtes-vous ? Je n'avais jamais entendu parler de vous, personne en Europe n'avait jamais entendu parler de vous [...] on ne vous connaît pas, on ne vous veut pas⁴⁰... »

Qu'ont en commun Mario Draghi, Mario Monti et Lucas Papademos ? Ils appartiennent tous les trois à des degrés différents au « *gouvernement Sachs* » européen : Mario Draghi, le nouveau président de la Banque centrale européenne (BCE), ex-vice chairman et directeur de gestion de Goldman Sachs Europe et membre du Bilderberg ; Mario Monti, le nouveau chef de gouvernement italien, nommé et non pas élu, était un membre du comité international de conseil de la Goldman Sachs, président pour l'Europe de la Commission Trilatérale, membre du groupe Bilderberg. Quant à Lucas Papademos, installé comme Premier ministre de la Grèce, membre de la Commission Trilatérale depuis 1998, ex-vice-président de la

40. http://www.dailymotion.com/video/xcd3s3_discours-de-nigel-farage-contre-van_news

BCE, gouverneur de la Banque centrale grecque entre 1994 et 2002, il a participé à ce titre à l'opération de trucage des comptes perpétré par Goldman Sachs pour permettre l'entrée du pays dans la zone euro, tout en spéculant sur sa dette, histoire de gagner sur les deux tableaux !

Mais cela n'a pas empêché les médias de nous dire à quel point les marchés étaient soulagés de voir un technocrate aussi compétent à la tête de la Grèce. On n'en doute pas mais les Grecs, eux, ont du souci à se faire puisque, selon le *New York Times*, les propres collègues du même Mario Draghi expliquaient qu'il était chargé, à l'époque, de vendre dans toute l'Europe les produits financiers « swap » permettant de dissimuler temporairement une partie de la dette souveraine (quand Papademos était président de la Banque centrale grecque)⁴¹.

Et c'est à eux que l'on confie le sauvetage de la Grèce ! Comme l'a dit Attac dans son communiqué suivant la nomination de Mario Draghi : « Désormais la situation est claire : la BCE défend non pas l'intérêt des citoyens et contribuables européens, mais l'intérêt des banques⁴² ».

Le groupe de réflexion britannique Open Europe a calculé que, à travers le nouveau plan d'aide, la part de dette grecque supportée par les contribuables étrangers (via l'UE, la Banque centrale européenne et le FMI) passera de 26 % à 64 % en 2014. « Cela veut dire que l'exposition de chaque foyer de la zone euro va passer de 535 euros aujourd'hui à 1 450 euros⁴³ ».

« Pour que les hommes, tant qu'ils sont des hommes, se laissent assujettir, il faut de deux choses l'une : ou qu'ils y soient contraints, ou qu'ils soient trompés. », disait Étienne de la Boétie dans son *Discours de la servitude volontaire*.

Jean-Claude Juncker, Premier ministre luxembourgeois, gouverneur de la Banque mondiale de 1989 à 1995, ancien

41. <http://www.syti.net/Organisations/Bilderberg.html> 2003

42. <http://www.humanite.fr/monde/goldman-sachs-et-la-grece-une-histoire-de-vampire-483600>

43. <http://archives.lesechos.fr/archives/2011/LesEchos/20958-172-ECH.htm>

gouverneur de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et du FMI, président actuel de l'Eurogroupe, déclarait dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* : « D'abord nous décidons quelque chose, ensuite on le lance publiquement. Puis nous attendons un peu et nous regardons comment ça réagit. Si cela ne crée pas un scandale ou ne provoque pas d'émeutes, parce que la plupart des gens ne se sont même pas rendu compte de ce qui a été décidé, nous continuons, pas à pas, jusqu'à ce qu'aucun retour ne soit possible⁴⁴. »

Le principe est sorti du crâne chauve de Zbigniew Brzezinski, le maître à penser de la Trilatérale qui, en 1995, déclarait que l'arrivée de la « Société 20/80 » était inévitable ; celle dans laquelle le travail de 20 % de la population suffirait pour soutenir la totalité de l'appareil économique de la planète. La population restante s'avérant superflue et ne disposant pas de travail ni de loisirs puisque sans ressources, nourrirait une frustration croissante. Il devenait donc nécessaire d'appliquer le « Tittytainment » (de *titts*, les seins en argot américain et *entertainment*, divertissement), allusion à l'effet léthargique que l'allaitement maternel produit chez le bébé quand il tète, et à celui des drogues physiques et psychologiques qu'il faut donner aux masses pour les endormir et contrôler leurs protestations. Seize ans plus tard, entre la malbouffe, les médicaments poisons, la destruction de nos économies et les émissions de télé-réalité, on peut dire qu'ils ont réussi leur coup sur toute la ligne. Le même Brzezinski dénonçait les « risques » que l'université faisait courir à la démocratie et écrivait qu'un nouveau Pearl Harbor serait nécessaire pour faire accepter aux populations les projets militaires et impérialistes américains. Nous allons sans doute nous faire traiter de complotistes, mais il est difficile de ne pas penser au 11 septembre.

Entre-temps, le pire procédé qu'ils aient utilisé pour par-

44. *Der Spiegel*, n° 52/1999, p.136.

venir à leurs fins et qui, après avoir mis à feu et à sang les quatre coins de la planète, s'exerce aujourd'hui sur nous, est *La Stratégie du choc*, décrite par Naomie Klein dans son livre du même nom. Un état de choc ne survient pas seulement après un drame, explique-t-elle, mais quand on perd nos repères, notre mémoire collective, ce qui nous a charpentés et nous permet de rester vigilants. Or, depuis des années, en Europe occidentale, tous les éléments sont en place. On est priés d'oublier l'État-nation en même temps que notre héritage commun que sont l'hellénisme, la romanité et le christianisme sous peine d'être suspectés de fascisme quand ce n'est pas de racisme par une pseudo-intelligentsia qui fait le jeu de nos prédateurs, les seuls qui aient un intérêt dans la mondialisation.

Une fois mis en condition, la *Stratégie du choc* peut nous être appliquée. En 1951, l'armée finança un programme de recherche sur les effets de la privation sensorielle, confiée à Donald Hebb qui dira plus tard, après s'être retiré du projet : « Je n'avais aucune idée de l'arme vicieuse que ça allait devenir. » En effet, la privation sensorielle produit une monotonie extrême qui entraîne la perte de toute capacité critique.

Les recherches se poursuivirent à l'Institut Allan par le Dr Cameron qui voulait déstructurer l'esprit de ses patients, effacer tout leur passé à coups d'électrochocs, cures de sommeil et messages passés en boucle, de façon à pouvoir le reconstruire à partir de zéro et y implanter de nouvelles idées. Il n'a pas fallu longtemps à la CIA pour mettre en pratique les expériences de Cameron, qu'on a vues réapparaître, de mieux en mieux rodées, en Irak comme à Guantanamo.

À la même époque, un autre adepte des chocs, Milton Friedman enseignait l'économie à l'université de Chicago et croyait « qu'une forme de choc appliqué à l'économie pousserait la société à accepter une forme dérégulée du capitalisme ». Contrairement au keynésianisme, du nom de l'économiste anglais John Maynard Keynes qui prônait le rôle interventionniste de l'État afin d'éviter les récessions et de

freiner les emballements de l'économie, Friedman pensait que si l'État arrêtait de fournir des services, l'économie se régulerait d'elle-même, et qu'il fallait des crises et des chaos pour envahir le monde.

À cette époque, le Chili avait une politique progressiste qui était un exemple pour les États voisins ; un accord existait pour que les étudiants chiliens aillent étudier à l'université de Chicago.

Ces *Chicago boys*, formés à l'université de Chicago et influencés par Milton Friedman et Arnold Harberger, revinrent chez eux et jouèrent un rôle majeur dans ce qui est parfois appelé le « miracle chilien », selon une formule de Milton Friedman. Ils travaillèrent pour la dictature militaire chilienne dirigée par le général Augusto Pinochet et pondirent un programme économique appelé la Brique que Pinochet imposa alors à une population traumatisée par la misère et la violence, avec la fin du contrôle des prix, la privatisation des entreprises, les coupes drastiques dans les dépenses publiques et la suppression des taxes à l'importation.

Un an plus tard l'inflation s'élevait à 375 % par an ; une famille au salaire moyen devait consacrer 74 % de ses revenus au pain et le lait était devenu un luxe impossible, ce qui n'empêcha pas Pinochet d'en supprimer la distribution gratuite dans les écoles.

Friedman soutenait que l'économie de marché était inséparable de la liberté et de la démocratie, pendant que ce plan était imposé par la force au peuple chilien avec l'assassinat de milliers de gens et la détention de plus de 100 000 personnes en 3 ans. C'est sans doute ce qui valut à Friedman le prix Nobel d'économie.

En mars 76, un putsh renversa le gouvernement d'Isabel Perron en Argentine. Les *Chicago Boys* occupèrent les postes clés dans le nouveau gouvernement militaire et en profitèrent pour faire appliquer leur programme. Moins d'un an après, les salaires avaient baissé de 40 %, les usines fermaient, la pauvreté ne cessait de s'accroître. Ce pays considéré comme « le

grenier du monde » était victime de la cupidité des multinationales, de la mondialisation inhumaine, sous le regard complice du FMI et des grandes puissances mondiales. Le film de Pino Solanas : *Mémoires d'un saccage* démonte point par point les mécanismes (dette publique, corruption, privatisations) qui, sous la présidence de Carlos Menem, ont abouti à un véritable génocide social. Comme au Chili, il a fallu terroriser la population à grand renfort d'enlèvements et de tortures sur les civils, pour lui faire accepter ces mesures économiques. Pendant ce temps, en 1978, l'Argentine recevait la coupe du monde de football et les cris des supporters dans le stade, situé à moins d'un kilomètre du plus grand centre de détention, couvraient ceux des milliers de prisonniers torturés⁴⁵.

« Une société libre qui apporterait le bonheur à tous, le capitalisme et la liberté avançant main dans la main », disait Friedman, « pour les enfants pauvres qui ont faim, nos frères sans travail, les foyers sans toit, les tables sans pain, suivez-moi, je ne vous trahirai pas », haranguait Carlos Menem. Cela ne vous rappelle rien ?

En 1979, Thatcher devient Premier ministre et, 2 ans plus tard, Reagan devient président des États-Unis ; tous les deux étaient des friedmaniens purs et durs. La même politique produisit les mêmes effets : avant Thatcher, un PDG gagnait 10 fois plus qu'un ouvrier ; en 2007, il gagnait 100 fois plus ; avant Reagan un PDG gagnait 43 fois plus qu'un ouvrier, en 2005, il gagnait 400 fois plus.

En 1987, le discours de Ronald Reagan devant la Porte de Brandebourg appelant Mikhaïl Gorbatchev à faire tomber le rideau de fer, le fera apparaître comme le grand vainqueur de la guerre froide : « *If you seek peace, if you seek prosperity for Soviet Union and Eastern Europe, Mr. Gorbachev, open this gate... tear down this wall* » ! (Si vous voulez la paix, si vous voulez la prospérité pour l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, Mr. Gorbachev, ouvrez la porte... faites tomber ce

45. http://www.dailymotion.com/video/x8tw36_memoire-d-un-saccage-1-8_webcam

mur !) Il est vrai que cela sonnait mieux que « Mr. Gorbatchev, détruisez ce mur, gênant pour nos cartels et nos banquiers ! »

Gorbatchev rêvait de faire de son pays « un phare socialiste pour l'humanité tout entière », avec un libre marché tout en gardant la mainmise du secteur public sur les principales industries. En juillet 1991, au G7, alors qu'il s'attendait à être accueilli en héros après avoir reçu le prix Nobel de la paix 1990, il demanda une aide financière pour faire face à la situation économique déplorable du pays ; on lui répondit un « *niet* » catégorique à moins qu'il ne mette en place immédiatement une thérapie de choc sans concession ; ce qu'il refusa de faire. « À propos du rythme et des méthodes de la transition, leurs propositions étaient ahurissantes », écrira plus tard Gorbatchev.

Un mois plus tard, Eltsine ayant été élu premier président de la Russie, prit sa place et l'économie de marché apparut avec ses *Chicago Boys* dépêchés par le Harvard Institute for International Development.

Le résultat ne se fit pas attendre : en 1992, la consommation moyenne avait chuté de 40 % en un an, un tiers des Russes vivaient sous le seuil de pauvreté pendant que des millions d'autres de la classe moyenne avaient perdu leurs quelques économies dans la dévaluation monétaire ; la corruption et le crime organisé explosèrent. Seule une poignée d'affairistes proches du gouvernement amassait des richesses colossales (plus de 70 % du capital russe), en acquérant les entreprises publiques bradées à des prix ridiculement bas. Ces oligarques, alliés aux *Chicago Boys* d'Eltsine allaient dépecer le pays et, en 1998, plus de 80 % des fermes russes étaient en faillite, 70 000 usines fermées, entraînant un chômage galopant. En huit ans, le nombre de Russes vivant dans la pauvreté a augmenté de 72 millions, mais Moscou est la ville où l'on compte le plus de milliardaires au monde.

On découvre des coïncidences même dans la stratégie du choc. Par un article d'*Associated Press* du 10 septembre 2001, on apprend que Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense

du gouvernement Bush, a annoncé : « *Today we declare war on bureaucracy.* » (Aujourd'hui, nous déclarons la guerre à la bureaucratie.) Le lendemain, le vol 77 American Airlines s'écrasait sur le Pentagone faisant 184 morts... c'était le 11 septembre 2001.

Pour des millions d'Américains qui n'ont jamais été attaqués sur leur territoire par un ennemi étranger, le choc fut incommensurable : « Quels sont ces gens qui nous haïssent à ce point ? » Totale perte de repères qui permet de légitimer la guerre contre le terrorisme.

La cible était l'Irak, troisième réserve de pétrole au monde, avec ses prétendues armes de destruction massive que personne n'a jamais trouvées, opération « shock and awe » (choc et effroi), qui crée chez l'adversaire un état de résignation. En deux ou trois jours, physiquement et émotionnellement épuisée, la population subit une privation sensorielle comme celle décrite dans le livre de Kubark, le manuel de torture de la CIA, un niveau de choc qui s'apparente à celui produit par les bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki afin de « dissuader et de vaincre un adversaire par la perception et la peur qu'il a de sa vulnérabilité et de notre invincibilité ».

S'ensuivit le chaos, le pillage des écoles (dans un pays où 86 % des enfants étaient scolarisés), le licenciement de 500 000 fonctionnaires. Mais le démantèlement de l'État faisait partie du plan et deux semaines plus tard, suivant les décrets de l'école de Chicago, le pays était grand ouvert au business, c'est-à-dire aux entreprises américaines proches de l'administration Bush (telles que Haliburton et Bechtel), prêtes à prendre le contrôle des puits de pétrole du troisième détenteur des réserves mondiales.

Les Irakiens, eux, après avoir subi la guerre censée les libérer de la dictature, n'ont vu venir ni travail ni élections libres mais la torture, la répression, le chômage et les attentats. Pourtant, Anis Mansour, un éditeur et auteur égyptien, dira : « Il n'est pas exact que les USA aient échoué. Ils ont fait ce qu'ils voulaient faire et ça va encore durer longtemps. »

Et comme l'écrit Edwy Plenel : « Face à la catastrophe annoncée, nous avons rendez-vous avec l'Histoire. Car la crise actuelle ne résulte pas d'une inévitable fatalité économique ou d'une éphémère folie financière. Elle est la conséquence de politiques socialement criminelles, mensongères et amORAles, qui, si elles ne sont pas défaites par les peuples, entraîneront nos sociétés dans une spirale de violences. Aussi est-il temps d'imposer des solutions s'attaquant à la racine du mal : réalistes parce que radicales⁴⁶. »

46. Edwy Plenel, *Médiapart* 10 août 2011.

Le gouvernement mondial ou la révolte des nations ?

*On ira ensemble vers ce Nouvel Ordre mondial et personne, je dis
bien personne ne pourra, s'y opposer.*

Nicolas SARKOSY(Argonay le 23 octobre 2008)

Sur ce point au moins, il n'a pas menti : il a dit ce qu'il ferait et fait ce qu'il a dit ; on n'avait pas encore compris, mais à présent qu'on a vu ce qu'ils ont fait ailleurs, on sait exactement ce qui nous attend.

En France, nous avons déjà 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, 4,5 millions de chômeurs, 4 millions de travailleurs payés au Smic, 900 usines fermées, plus de 100 000 emplois détruits en trois ans, alors que tout augmente de façon scandaleuse mais inexorable.

Nicolas Sarkozy vient d'annoncer un plan de 430 millions pour enrayer le chômage, dont 150 pour financer un « plan sans précédent de formation » des chômeurs de longue durée mais, sans mauvais esprit, à quoi cela servira-t-il s'il n'y a plus d'entreprises ? Encore un trompe-l'œil destiné à faire

baissier le taux de chômage ? « Il faut que l'on continue à produire en France » a-t-il martelé... sans blague ! Mais où, comment ? Il sait bien que ce sont les PME qui créent des emplois, or les PME paient 33 % d'impôts pendant que les entreprises du CAC 40 en paient 3,3 % au mieux ou pas du tout, car sinon elles iraient se domicilier ailleurs, nous dit-on. Mais à quoi sert, au juste, qu'elles restent domiciliées en France si c'est pour délocaliser leurs usines et ne pas payer d'impôts⁴⁷ ?

Allons plus loin dans l'absurde qu'on nous fait avaler tous les jours sans modération : La Banque centrale européenne (BCE) vient de prêter 489 milliards d'euros aux banques sur trois ans, au taux d'intérêt de 1 %, pour qu'elles puissent aider les États de la zone euro en difficulté en leur prêtant à 7 % !

Les journalistes de Bloomberg aux États-Unis ont obtenu, grâce au « Freedom of information Act », 29 000 pages de documents prouvant que la Réserve Fédérale avait secrètement prêté aux banques la somme de 1 200 milliards, au taux ridicule de 0,01 % entre 2007 et 2010, pendant qu'elles nous affirmaient toutes être en parfaite santé ! Notez qu'elles n'ont pas tardé à le redevenir puisque le petit coup de pouce de la FED leur a rapporté 13 milliards de dollars de bénéfices. Tout cela sans le moindre signe de compassion à l'égard des pays européens qui les sollicitaient et à qui elles refusèrent de prêter sauf à des taux usuriers de 6, 7 et parfois même 9 % ; regardant les économies s'effondrer et les populations se débattre dans des plans d'austérité terribles avec, en outre, le spectre d'une récession qui pourrait nous anéantir⁴⁸.

Comme le demandaient, le 2 janvier 2012, Michel Rocard (ancien Premier ministre) et Pierre Larrouturou (économiste) dans un article du Monde.fr, « est-il normal qu'en cas de crise, certains états soient obligés de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés que les banques ? » Et, citant Roosevelt :

47. http://www.marianne2.fr/Scandaleux-l-impot-des-groupes-privés-du-CAC-40-n-est-que-de-33-_a208207.html

48. <http://www.bloomberg.com/data-visualization/federal-reserve-emergency-lending/#/overview/?sort=nomPeakValue&group=none&view=peak&position=0&comparelist=&search=>

« Être gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé », ils expliquent que si la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas autorisée à prêter aux États membres, rien ne l'empêche de prêter sans limites aux organismes publics de crédit, ou à la Caisse des dépôts, qui peuvent à leur tour prêter aux États.

Comment se fait-il qu'aucun gouvernement en place en Europe ne réagisse et n'applique ce genre de solution ? Sans doute parce qu'ils sont les valets de ces banques qui trouvent qu'il est beaucoup plus rentable pour elles de détruire notre économie que de la sauver.

Et pour ceux qui doutent encore de ce qui nous pend au nez si nous ne réagissons pas, qui ne réalisent pas que notre temps est compté, il suffit de regarder le témoignage de Dimitri, un Franco-Grec qui nous parle de la vie en Grèce en ce moment, nous explique comment, incrédules, « ils ne l'ont pas vu venir », comment en six mois ils ont basculé dans l'horreur⁴⁹.

Comment peut-on croire qu'il va en être autrement chez nous ? Que ces gens-là auront tout d'un coup des états d'âme ?

Selon le vœu de Brzezinsky, ou la fiction d'Aldous Huxley, il ne restera bientôt plus que, d'un côté, les maîtres et, de l'autre, les esclaves.

Coïncidence troublante, cette société est en train de se mettre en place en même temps qu'une flopée de moyens de surveillance tous azimuts, Internet, réseaux sociaux, puces RFID, cartes de transport, surveillance satellite, multiplication des caméras sous prétexte d'assurer notre sécurité, compteurs Linky qui va tenir à jour l'heure et le nombre de lessives et de bains qu'on va prendre, nanoparticules dans pratiquement tous les vêtements, objets autour de nous.) De là à ce que nous soyons « vaporisés » comme le décrivait Orwell dans 1984, il n'y a qu'un pas !

Bien évidemment, si l'on nous disait la vérité, l'ensemble

49. http://www.dailymotion.com/video/xmpawn_temoignage-dimitri-assemblee-citoyenne-grabels_news?start=48#from=embed

des peuples s'y opposerait. Mais par les crises, les chocs, l'insécurité et les tensions qu'ils provoquent, comme le disait Henry Kissinger lors d'une conférence Bilderberg à Évian, en 1992, « Confrontés à ce scénario, les droits individuels seront volontairement abandonnés au profit de la garantie du bien-être assuré par le gouvernement mondial. »

« L'urgence est d'envoyer aux peuples un signal très clair : l'Europe n'est pas aux mains des lobbies financiers. Elle est au service des citoyens », répondent Michel Rocard et Pierre Larroustou⁵⁰.

Nous devons tous ne jamais manquer l'occasion d'envoyer ce signal et particulièrement en période d'élections si nous voulons être entendus. Non par raison, mais par crainte d'une prise de conscience de la nation qui rejetterait l'un et l'autre des deux candidats majoritaires qui s'entendent à merveille pour nous terroriser.

Nos candidats bonnets blancs et blancs bonnets nous menacent ainsi d'un désastre inimaginable que serait pour nous la sortie de l'euro. D'après leurs affirmations, cette sortie devrait entraîner une « inflation catastrophique ». Or le taux d'inflation est inversement proportionnel au taux de chômage d'un pays et, comme l'explique Étienne Chouard, la Banque européenne, en ayant comme seule priorité de lutter contre l'inflation, nous condamne au chômage de masse. L'inflation ne pourrait dès lors que relancer l'économie, réduisant ainsi le chômage. Nos intérêts sont simplement inversement proportionnels.

Provoquant la colère des peuples européens, l'Islande s'est prononcée, de façon massive, le 9 avril 2011 par référendum contre le remboursement de la dette. Elle a poussé le gouvernement à la démission à coups de casseroles, imposé une nationalisation des banques, poursuivi pénalement les responsables de la crise et élu une assemblée constituante de citoyens

50. *Le Monde.fr*, 21 décembre 2011.

lambda (tout le monde pouvait se présenter à l'exception des élus nationaux) chargée d'édicter les nouvelles lois traduisant les aspirations du peuple à une autre société. On ne peut pas dire que la presse française nous ait tenus au courant. De la même façon, l'Équateur, l'Argentine, le Paraguay ont refusé de payer la dette. Et contrairement au message que l'on veut nous faire passer, cela n'a pas produit le chaos.

L'Argentine connaît un taux de croissance de plus de 8 % depuis 2003, l'Équateur de 3 ou 4 %. « Bien au contraire, ils ont enregistré une amélioration des salaires, des pensions et des conditions de vie des populations », soutient Éric Toussaint, docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, qui a participé à l'audit de la dette de ces pays⁵¹.

En Équateur, après avoir fait vérifier par une commission d'experts que 80 % de la dette publique était de la dette illégitime, le gouvernement a unilatéralement décidé d'en suspendre le paiement », précise Toussaint, qui révèle que « l'Équateur, et vous n'en avez pas entendu parler, a expulsé le représentant permanent de la Banque mondiale, [...] mis dehors le FMI qui avait ses locaux au sein de la banque centrale. » L'Argentine a, elle aussi, suspendu le remboursement de 1 000 milliards de titres de la dette de décembre 2001 à mars 2005⁵².

Les pays qui ont déjà connu des dévaluations n'ont jamais connu autant de déboires que ceux que nous subissons actuellement pour rester dans la zone euro. Même si, temporairement, la dévaluation peut faire sensiblement baisser l'épargne et les revenus, c'est loin d'égaliser ce qui se produit actuellement en Grèce, en Espagne ou au Portugal où le chômage a explosé et où le peuple ne peut plus manger à sa faim.

51. Président du CADTM Belgique, membre du Conseil international du Forum social mondial et de la Commission présidentielle d'audit intégral de la dette (CAIC) de l'Équateur, membre du Conseil scientifique d'ATTAC France.

Dernier ouvrage publié : *La Crise, quelles crises ?* (avec Damien Millet, Aden 2010).

52. Walfadiri : http://www.walf.sn/international/suite.php?rub=6&id_art=70972

Quant au postulat de la dette libellée en euros, personne n'a évoqué ce problème lorsque les pays ont basculé de leur monnaie nationale à l'euro, aujourd'hui en plein marasme. Pourquoi ce qui était possible dans un sens ne le serait-il pas dans l'autre ?

Demain, un pouvoir souverain en France pourrait décider qu'un franc égale un euro, ce qui ne modifierait en rien les sommes à rembourser, d'autant qu'il est possible, chez nous aussi, qu'une grande partie de cette dette soit illégitime. En effet, en recouvrant notre souveraineté monétaire, nous serions en droit d'exiger un audit sur la validité des sommes astronomiques qu'on nous réclame.

Puisque la démocratie n'est plus qu'un simulacre, puisqu'on nous a confisqué le pouvoir de dire NON, que reste-t-il comme choix ? Qui donnerait un chèque en blanc à quelqu'un en qui il n'a pas confiance ? C'est pourtant ce que la majorité d'entre nous persiste à faire, en cédant à la peur distillée par nos prédateurs !

La désobéissance civique

*L'obéissance pourrait très bien être
la cause de la fin de l'histoire humaine.*

Erich FROMM, *De la désobéissance et autres essais*

Nombreux sont ceux qui pensent de cette manière et s'inquiètent de l'obéissance passive de nos contemporains bien-pensants.

Si nous voulons sauver la Terre et ses habitants, nous devons développer une certaine désobéissance civique contre nos pouvoirs corrompus. Déjà, au milieu du XIX^e siècle, David Henry Thoreau, enseignant, philosophe, poète américain et écologiste avant l'heure prônait la résistance individuelle à un gouvernement qu'il jugeait injuste et violait les droits individuels et la morale. « La seule obligation qui m'incombe est de faire en tout temps ce que j'estime juste », expliquait-il. Il s'est insurgé contre l'esclavagisme, et il est considéré comme étant à l'origine du concept contemporain de la non-violence. Il fut l'un des pionniers de l'écologie car il n'a cessé de repla-

cer l'homme dans son milieu naturel, appelant au respect de l'environnement et prônant la décroissance.

Dans son essai *La Désobéissance civile*, Thoreau affirmait ses positions politiques et idéologiques, et proposait une philosophie de résistance non violente qui influença des figures politiques, spirituelles ou littéraires telles que Léon Tolstoï, Martin Luther King et Gandhi. Suivant l'enseignement de Thoreau, Gandhi nous avertissait : « Vous participez à un système machiavélique de manière plus efficace en obéissant à ses ordres et décrets. Un tel système ne mérite pas l'allégeance. L'obéissance à ce système équivaut à s'associer à l'enfer. Une personne intelligente résistera de toute son âme à ce système diabolique. »

Or nous sommes entrés dans un système machiavélique où l'esclavage règne toujours mais de manière plus sournoise, et les esclaves modernes ne se rendent même plus compte de leur état de soumission, malgré tous les scandales dont chacun fait dire « plus jamais », mais qui se succèdent sans que nous nous révoltions vraiment. Comme l'observait aussi Gandhi : « Il est plus facile de croire ce qu'on nous affirme officiellement que de s'aventurer dans l'indépendance intellectuelle. En fait, ce n'est pas l'opposition, mais le conformisme et l'inertie qui ont de tout temps été les plus sérieux obstacles à l'évolution des consciences ! »

Pour faire changer les choses, seuls les citoyens peuvent agir. Or, dans son ouvrage *Le Meilleur des mondes*, écrit en 1932, Aldous Huxley, visionnaire de génie, prédisait l'avènement d'une dictature parfaite qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader et un système de dépendance où les esclaves, anesthésiés par la consommation et les divertissements, ne se poseraient aucune question et « aimeraient leur servitude ».

Nous persistons à écouter les injonctions de despotes, et le dogmatisme actuel pourrait être comparé aux pratiques de l'Inquisition qui brûlait tout ce qui dépassait son entendement

ou pouvait mettre en péril l'hégémonie de l'Église catholique.

Il est surprenant de voir que dans notre pays où Voltaire et Diderot ont théoriquement détrôné la superstition et le fanatisme, la sagesse n'est guère de mise et les lavages de cerveaux qui vont bon train chez nous causent des dégâts irréparables.

Mais pour être libre, il faut être informé, et la véritable information ne circule, à vrai dire, que dans certains magazines à tirage limité, et sur Internet où elle est noyée dans un fourre-tout parfois inextricable. Aussi devons-nous apprendre à devenir responsables, à ne pas céder à la crainte du jugement des autres, à la peur habilement distillée par des pouvoirs qui refusent de prévoir comment et pourquoi leurs brillantes inventions actuelles deviendront les calamités de demain, car la simple logique leur échappe.

Quant aux technocrates, à l'instar des cartels de l'industrie, ils ne raisonnent qu'à court terme et refusent de prendre en compte les effets pernicioeux engendrés par leurs décisions actuelles, mais qui n'apparaîtront qu'à long terme. Tous ces profiteurs semblent oublier leurs descendants qui risquent de payer très cher cette inconséquence et cette inconscience.

Heureusement une partie de la population commence à prendre conscience que tous ceux qui détiennent un pouvoir en profitent impunément et que la plupart des hommes politiques sont, de gré ou de force, les otages des compagnies industrielles et, à plus grande échelle, des pouvoirs de l'argent qui influencent leurs carrières.

Toutefois, la majorité, non seulement des Français mais aussi des populations mondiales, est ravie de ne pas être informée et ne cherche surtout pas à l'être. Cela lui poserait de nombreux problèmes, l'obligerait à réfléchir alors qu'elle n'en a pas la moindre envie, et installerait chez elle des états d'âme, des peurs, des culpabilités et, surtout, risquerait de provoquer la remise en question de tout un système de vie et de pensée.

Pour sa part, Georges Bernanos avait, lui aussi, prévu ce qui nous attend si nous acceptons l'esclavage qu'on cherche à nous imposer. « Je pense depuis longtemps que si un jour

les méthodes de destruction de plus en plus efficaces finissent par rayer notre espèce de la planète, ce ne sera pas la cruauté qui sera la cause de notre extinction, et moins encore, bien entendu, l'indignation qu'éveille la cruauté, ni même les représailles et la vengeance qu'elle s'attire, mais la docilité, l'absence de responsabilité de l'homme moderne, son acceptation vile et servile du moindre décret public. Les horreurs auxquelles nous avons assisté, les horreurs encore plus abominables auxquelles nous allons maintenant assister ne signalent pas que les rebelles, les insubordonnés, les réfractaires sont de plus en plus nombreux dans le monde, mais plutôt qu'il y a de plus en plus d'hommes obéissants et dociles. » Bernanos avait un don de prophétie car, à cette époque, la situation était loin d'être aussi préoccupante que de nos jours.

Dans notre lutte contre Goliath, le refus d'obéir aux ordres peut s'avérer la seule arme efficace. En fait, le conformisme et l'inertie ont de tout temps été les plus sérieux obstacles à l'évolution de l'humanité.

Olivier Clerc, écrivain et philosophe, s'est servi de la « métaphore de la grenouille » pour démontrer la situation actuelle. « Imaginez une marmite remplie d'eau froide dans laquelle nage tranquillement une grenouille. Le feu est allumé sous la marmite, l'eau chauffe doucement. Elle est bientôt tiède. La grenouille trouve cela plutôt agréable et continue à nager. La température continue à grimper. L'eau est maintenant chaude. C'est un peu plus que n'apprécie la grenouille, ça la fatigue un peu, mais elle ne s'affole pas pour autant. L'eau est cette fois vraiment chaude. La grenouille commence à trouver cela désagréable, mais elle s'est affaiblie, alors elle supporte et ne fait rien. La température continue à monter jusqu'au moment où la grenouille va tout simplement finir par cuire et mourir. Si la même grenouille avait été plongée directement dans l'eau à 50 °C, elle aurait immédiatement donné le coup de patte adéquat qui l'aurait éjectée aussitôt de la marmite.

Cette expérience montre que, lorsqu'un changement s'effectue d'une manière suffisamment lente, il échappe à la conscience et ne suscite la plupart du temps aucune réaction, aucune opposition, aucune révolte. »

Olivier Clerc compare l'humanité actuelle à cette grenouille. Il est exact que les prédateurs ne manquent pas, mais les victimes sont consentantes soit par ignorance, soit par négligence. Et il pose la question : « Sommes-nous déjà à moitié cuits ? », puis il conseille : « Alors si vous n'êtes pas, comme la grenouille, déjà à moitié cuits, donnez le coup de patte salutaire avant qu'il ne soit trop tard. »

Seule une petite minorité de personnes dont la conscience est bien éveillée est capable de donner le coup de patte salutaire. D'autres, bien que partisans de ce changement d'un monde qui n'est plus supportable, pratiquent la politique de l'autruche car ils estiment qu'il est déjà trop tard, que de toute façon, ils sont trop peu nombreux pour avoir un impact quelconque, et qu'il faudrait une majorité de gens impliqués dans ce processus pour faire pencher la balance.

Ils ignorent sans doute que toutes les révolutions sont nées de petits groupes de citoyens déterminés, ce qui est logique, puisque selon la physique quantique nous sommes tous reliés.

Nous n'avons ainsi plus beaucoup de choix : ou bien nous rejoignons les esclaves qui chérissent leurs bourreaux, annoncés par Aldous Huxley, ou bien nous entrons dans la résistance et la désobéissance civile, et pour cela, nous devons donner le coup de patte salutaire pour sortir de la marmite avant qu'il ne soit trop tard.

« C'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites », disait Montesquieu. Si ce n'est pas le monde que nous voulons, il nous appartient de fixer ces limites et d'apprendre à dire NON avant qu'il ne soit trop tard.

De Gaulle l'a fait, Martin Luther King l'a fait, Gandhi l'a fait, Nelson Mandela l'a fait, Jeanne d'Arc, Louise Michel et

Aung San Suu Kyi, et bien d'autres l'ont fait, nous devons le faire.

Comme le conseillait déjà Francis Bacon en 1625, le gouvernement doit prendre des mesures pour éviter que l'argent ne s'accumule en un petit nombre de mains ; l'argent comme le fumier ne fructifie que si l'on prend soin de le répandre, ce dont nos politicards se souviennent instantanément dans leurs promesses de campagne mais plus du tout dans les décisions qu'ils prennent une fois élus !

À quoi bon alors continuer à cautionner cette mascarade ? Puisqu'ils nous traitent comme des « couillons » d'électeurs (*dixit* Villepin) et non des citoyens qu'ils doivent protéger, disons-leur clairement, en ne votant pas, que nous ne sommes plus dupes, qu'ils sont démasqués, parce que le vote pour le « moins pire » ne résoudra rien, pas plus que le vote blanc ou nul, alors que le taux d'abstention qui est, lui, compté et largement commenté par les médias les privera de leur excuse favorite pour faire passer ce qui les arrange : « C'est le peuple qui l'a voulu puisqu'il nous a élus. » Aussi, pratiquons l'abstention active pour les obliger à descendre de leur piédestal et nous écouter.

Imaginez la tête que ferait le gagnant avec 10 % des suffrages ! Allons même plus loin dans le rêve, comme le chantait John Lennon : « *What if they gave a war and no one came ?* » (Que se passerait-il s'ils faisaient une guerre et que personne ne vienne ?)

... et si personne n'allait voter !

Des mêmes auteurs

Sylvie Simon est l'auteur de trente-quatre ouvrages dont quatre romans.

Ses derniers essais sont :

Votre santé n'intéresse que vous, Alphée, 2010.

La Science à l'épreuve du paranormal, Alphée, 2010.

2012 Le Rendez-vous, De la crise à l'avènement d'un nouveau monde,
(préface du Dr Hervé Staub) Alphée, 2009.

Vaccins, mensonges et propagande, Thierry Souccar, 2009.

Aspartame, sucre ou poison ? Trédaniel, 2008.

Réincarnation, de l'expérience à la science, Alphée, 2008.

Les Dix plus gros mensonges sur les médicaments, Dangles, 2007.

Autisme et vaccination, Responsable mais non coupable, (préface de
René Olivier), Trédaniel, 2007.

Ce qu'on nous cache sur les vaccins, (préface du Dr Jean Elmiger),
Delville, 2006.

La Nouvelle Dictature médico-scientifique, (préface de Philippe
Desbrosses), Dangles, 2006.

Enfants Indigo, une nouvelle conscience planétaire, (préface de
Stéphane Audran), Le Rocher, 2004, Alphée, 2006.

Les Dix plus gros mensonges sur les vaccins, Dangles, 2005.

Informations ou désinformations ?, (préface de Corinne Lepage),
Trédaniel, 2004.

Le Réveil de la conscience (avec Jacqueline Bousquet), Trédaniel, 2003.

Claire Séverac est l'auteur de :

*Comment devenir un footballeur professionnel (les coulisses de Claire
fontaine)*, Le Rocher, 2008.

Le Complot mondial contre la santé, Alphée, 2010, réédité et complété,
Élie et Mado, 2011.

Table des matières

<i>Introduction</i>	<i>9</i>
<i>Notre nouveau dieu, l'argent virtuel</i>	<i>14</i>
<i>Et il faudrait qu'on paie l'addition ?</i>	<i>24</i>
<i>Au fait, c'est quoi la crise ?</i>	<i>28</i>
<i>Des « experts » autoproclamés dirigent nos gouvernements.....</i>	<i>32</i>
<i>Notre médecine est-elle la meilleure du monde ?</i>	<i>41</i>
<i>Ce qu'on nous cache sur les vaccins</i>	<i>49</i>
<i>La naissance du Nouvel Ordre mondial.....</i>	<i>56</i>
<i>La Terre n'est pas un don de nos parents. Ce sont nos enfants qui nous la prêtent.....</i>	<i>63</i>
<i>Bill Gates, Rockefeller, Monsanto and C°, bienfaiteurs de l'humanité ?</i>	<i>71</i>
<i>Tous les hommes sont égaux.....</i>	<i>78</i>
<i>L'histoire secrète</i>	<i>89</i>
<i>Le gouvernement mondial ou la révolte des nations ?</i>	<i>101</i>
<i>La désobéissance civique.....</i>	<i>107</i>
<i>Bibliographie.....</i>	<i>115</i>
<i>Table des matières</i>	<i>116</i>